



LE DEVOIR

Vers un manque à gagner de un milliard

Les événements du 11 septembre forcent Landry à commander un nouveau budget

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le caractère exceptionnel des événements du 11 septembre dernier force le gouvernement à présenter un nouveau budget «d'ici quelques semaines» tandis que le trésor québécois se dirige vers une baisse de ses revenus de un milliard pour l'exercice en cours.

En faisant hier un bilan des actions entreprises par son gouvernement pour assurer «la sécurité» des Québécois, le premier ministre Bernard Landry a annoncé qu'à sa demande, la ministre des Finances, Pauline Marois, présentera un nouveau budget dans moins d'un mois pour prévoir les coups qui s'annoncent cette année et l'an prochain. La décision a été prise la semaine dernière. «Les événements que nous vivons sont d'un caractère exceptionnel», a-t-il dit dans son message livré après la réunion de son conseil des ministres. «Gouverner, c'est prévoir. Nous ne voulons prendre aucun risque avec la sécurité économique et sociale de notre population.»

Il y a une semaine encore, Pauline Marois se faisait rassurante en signalant que le gouvernement avait prévu le ralentissement économique aux États-Unis, amorcé avant même que les deux tours du World Trade Center ne s'effondrent.

VOIR PAGE A 10: BUDGET

Fraude électorale dans Anjou

Berardinucci souhaite laver son honneur

Le travailleur d'élections conteste la décision judiciaire

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Se disant lésé et frustré de ne pas pouvoir travailler aux élections municipales qui se déroulent actuellement un peu partout au Québec, l'auteur de la fraude électorale d'Anjou lors des élections provinciales de 1998, Alberto Berardinucci, en appelle du jugement de la Cour du Québec qui l'a reconnu coupable le mois dernier.

La demande a été déposée hier en Cour supérieure. Joint à sa résidence, M. Berardinucci espère ainsi laver son honneur. «Je me suis fait arnaquer au complet. Je veux aller au fond des choses pour trouver les personnes vraiment coupables qui m'ont montré du doigt», a-t-il expliqué au Devoir.

Le 18 septembre dernier, le juge Serge Boisvert a déclaré M. Berardinucci coupable d'avoir manœuvré afin de modifier les résultats de l'élection qui a permis au candidat libéral Jean-Sébastien Lamoureux d'être élu par une mince majorité de 143 voix. Les preuves circonstancielle et directe présentées «établissent bien au-delà du doute raisonnable la participation d'Alberto Berardinucci dans l'organisation d'un système visant l'usurpation d'identités», a écrit le juge. M. Berardinucci a été condamné à payer 10 000 \$, en plus d'être inéligible jusqu'en 2006.

Ce dernier élément frustre profondément M. Berardinucci, un travailleur d'élections depuis une vingtaine d'années. Il a notamment été actif dans la campagne du maire de Montréal, Pierre Bourque, en 1998 et dans celle du maire d'Anjou, Luis Miranda, l'année précédente. «Il y a combien d'élections aujourd'hui qui sont en marche? Je ne peux me présenter nulle part. Je ne peux même pas aller à des réunions pour entendre ce que les candidats ont à dire. Je n'ai même pas le droit de voter pendant cinq ans. C'est ridicule», laisse tomber M. Berardinucci, qui se qualifie de «mordu» d'élections.

VOIR PAGE A 10: HONNEUR

INDEX

Annonces.....	A 4	Idées.....	A 9
Avis publics.....	B 6	La riposte.....	A 6
Bourse.....	B 2	Les sports.....	B 5
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 6
Économie.....	B 1	Télévision.....	B 7
Éditorial.....	A 8	Météo.....	B 6

Les É.-U. invités à la prudence

Les pays musulmans, de même que la Chine, mettent Washington en garde contre une extension de la guerre à d'autres pays

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE ET L'ASSOCIATED PRESS



JOHAN WIJAYA REUTERS

Des étudiantes criaient des slogans anti-américains hier au cours d'une manifestation extrêmement bruyante tenue près des bâtiments gouvernementaux de Jakarta, en Indonésie. La colère monte dans les pays musulmans depuis le déclenchement des frappes contre l'Afghanistan.

Tandis que les frappes contre l'Afghanistan s'intensifient et que certains chefs talibans auraient même été tués, plusieurs pays ont mis les États-Unis en garde contre l'extension de la guerre à d'autres pays.

Au terme d'une réunion ministérielle hier à Doha, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) s'est dite fermement opposée à une quelconque action militaire américaine contre des pays arabes ou islamiques «sous prétexte de lutte contre le terrorisme».

L'OCI a également exprimé sa «préoccupation pour les victimes parmi les civils innocents en Afghanistan» tout en exigeant la «garantie de l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et son identité islamique». Les pays islamiques se sont toutefois abstenus de condamner les bombardements américains, ignorant ainsi un appel des talibans en ce sens. Tout en renouvelant la condamnation des attentats anti-américains du 11 septembre, qu'ils ont qualifiés de «contraire aux préceptes religieux», les ministres se sont prononcés pour «la traque de leurs commanditaires et leur poursuite en justice».

VOIR PAGE A 10: PRUDENCE

■ Lire aussi l'éditorial de Paule des Rivières en page A 8: Voix musulmanes

Sécurité: Ottawa débloque 280 millions

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Un mois après les attentats terroristes du 11 septembre, le gouvernement fédéral a débloqué 280 millions de dollars pour l'achat de matériel et l'embauche de personnel, mesures jugées nécessaires pour la protection du pays contre le terrorisme.

Les ministères du Revenu (responsable des douanes), de l'Immigration et des Transports ainsi que le Solliciteur général (responsable de la GRC et du Service du renseignement de sécurité) se partageront l'essentiel de cette somme, a annoncé hier le ministre des Affaires étrangères, John Manley, après une réunion du comité ministériel sur la sécurité.

«Tout est destiné à la sécurité et le sera au cours de l'année financière en cours», a-t-il dit. De plus, il ne s'agirait que d'un premier engagement financier. D'autres pourraient suivre.

VOIR PAGE A 10: SÉCURITÉ

CINÉMA

Un crabe en entrée

Le film d'André Turpin, Un crabe dans la tête, ouvre le Festival international du nouveau cinéma

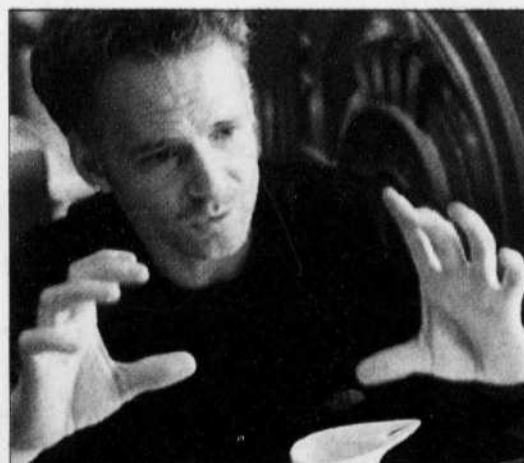
ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Ce soir à Ex-Centris démarre la trentième édition du Festival international de nouveau cinéma et des nouveaux médias de Montréal. Une édition particulièrement alléchante qui prend d'assaut les cinéphiles jusqu'au 21 octobre. Plus de 200 œuvres de 41 pays sont au programme, dont des films de Doillon, de Rivette, de Makhmalbaf, de Sokourov, etc. En guise d'ouverture, on offre une œuvre maison: *Un crabe dans la tête*, du Montréalais André Turpin. Le rendez-vous de Toronto en avait eu la primeur, mais la voici lancée chez nous au festival avant sa sortie en salle, le 2 novembre.

Précisons d'entrée de jeu qu'*Un crabe dans la tête* ressemble au film *Maelström* de Denis Villeneuve (dont Turpin était le directeur photo). Même esthétique assez froide, doublée d'une maîtrise de réalisation, triplée d'un contenu assez mince. Même symbolique marine, quoique moins appuyée dans le film de Turpin. Il y avait un poisson dans *Maelström*, il y a un crabe ici. André Turpin voit le parallèle entre leurs deux univers mais perçoit aussi bien des différences. «Denis était intéressé à développer la symbolique, l'esthétique de l'eau dans tout son film, alors qu'elles n'occupent qu'un segment dans le mien.» Turpin a écrit son scénario avant Villeneuve, et c'est ce dernier qui lui a emprunté l'idée du plongeur sous-marin. N'empêche... Vus de l'extérieur, les deux films se répondent comme des frères.

Précisons qu'*Un crabe...* raconte l'histoire d'un plongeur et photographe sous-marin (David La Haye), de retour à Montréal, qui papillonne et cherche à plaire à tout ce qui bouge, brisant quelques cœurs au passage et s'égarant au détour. Précisons aussi qu'un personnage secondaire (intéressant) est interprété par une jeune sourde-muette, Chantal Giroux.

«Le crabe, c'est l'image de la bibite qui te dévore le cerveau. C'est le côté ludique de mon film», précise-t-il. Autre symbolique, cette fois moins définie: les photos d'un enfant mort captées dans l'eau par le plongeur photographe. «Je tenais à ce symbole sans trop



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

André Turpin a réalisé son dernier film, *Un crabe dans la tête*, avec une économie de moyens, mais en prenant le temps qu'il fallait.

savoir pourquoi. À mes yeux, l'enfant représente l'âge auquel le personnage a cessé de grandir, de se définir.»

On devait déjà à Turpin le long métrage *Zigrail*, plus collé à son expérience directe, plus blues d'errance aussi qu'*Un crabe dans la tête*. Il a également réalisé un des meilleurs volets du collectif *Cosmos*. Cela dit, qu'il fasse ses propres films ou pas, son nom se retrouve à plusieurs générations. Comme directeur photo, il a tourné notamment les images d'*Un 32 août sur Terre*, de *Matroni et moi*, de *Maelström*, et toutes les images de *Cosmos* aussi. Lorsqu'il travaille pour les autres, il met la caméra là où on lui demande de le faire, même lorsqu'il a envie de la poser ailleurs. «Dans mes propres films, j'ai une plus grande marge de manœuvre.» Il dit n'avoir pas vraiment réfléchi à l'image du film mais s'être laissé porter par des acteurs à suivre, un climat à créer, en y allant surtout

VOIR PAGE A 10: CRABE

Une nouvelle vie pour les OMH

Les offices municipaux d'habitation pourraient devenir le partenaire n°1 du gouvernement

Au Québec, les HLM se sont développés dans la foulée de la Révolution tranquille. Depuis 1993, invoquant la lutte contre le déficit, le fédéral n'en construit plus. Est-ce pour autant la mort à petit feu des offices municipaux qui les gèrent? Non, car à la faveur des fusions municipales, ceux-ci développeront un autre type de logement communautaire.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Les groupes de pression ont beau en réclamer à grands cris, les gouvernements ne veulent plus de HLM. Il ne s'en construira donc pas au Québec pour régler la crise du logement.

Sauf qu'à la faveur des fusions municipales, la ministre responsable de l'habitation, Louise Harel, donnera plus de pouvoirs aux offices municipaux d'habitation (OMH), ceux-là mêmes qui gèrent les HLM.

Contradictoire? Pas vraiment. C'est qu'à défaut de construire des logements, les OMH pourront en rénover... et les offrir à une autre clientèle que celle des HLM — ce qui leur était jusque-là défendu.

VOIR PAGE A 4: OMH

■ Lire aussi en page A 4: Un toit, une voix




L'environnement rêvé pour réfléchir
à l'éternelle question :
« Le moteur est-il en marche ou pas ? »

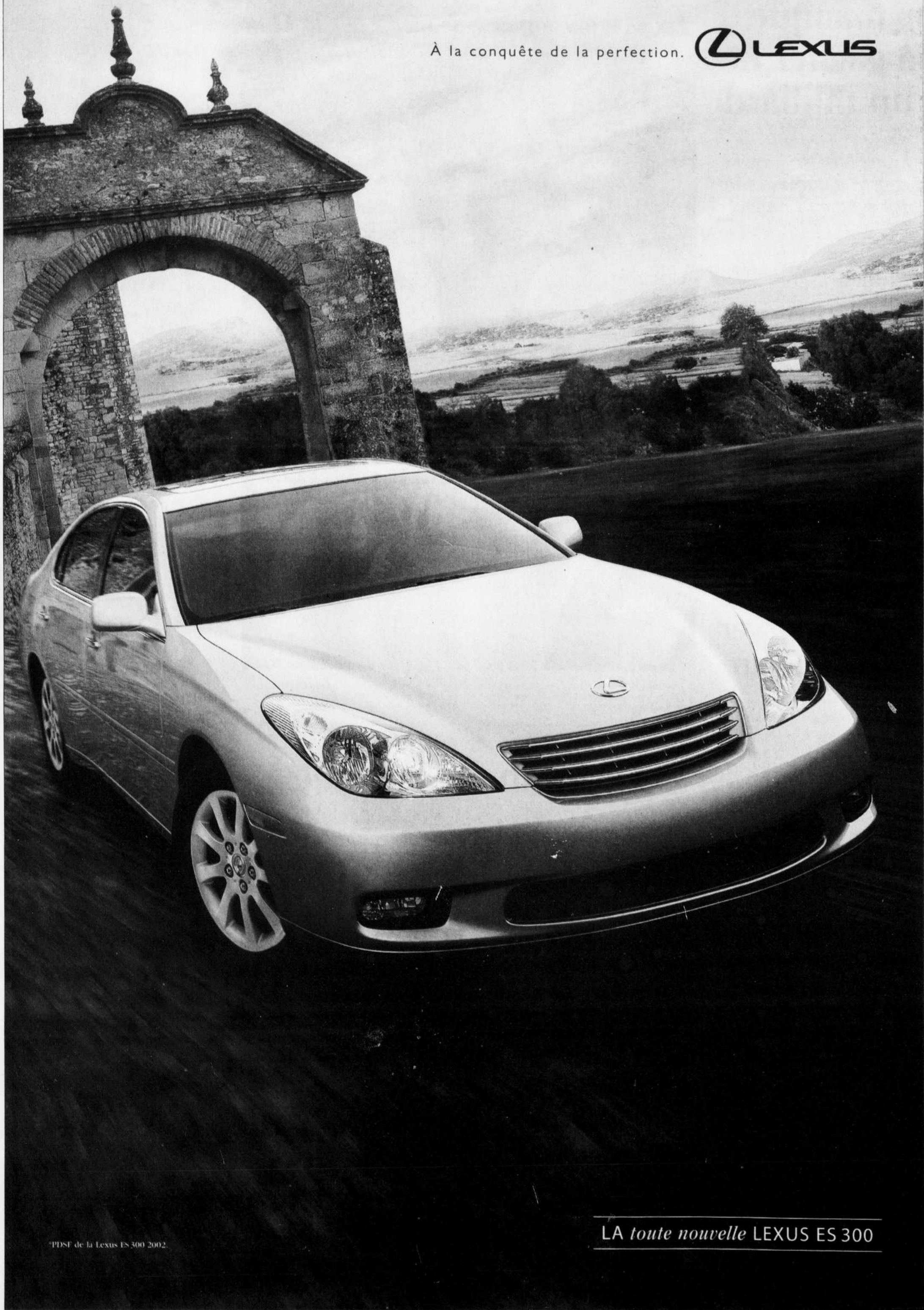
Lorsque vous prenez place à bord de la nouvelle ES 300 et que vous fermez la portière, le son est à peine perceptible. Mais l'effet est impressionnant. Vous échappez si soudainement et si admirablement aux clameurs du monde extérieur que c'est un peu comme si vous refermiez la porte d'une chambre forte. Un sentiment d'évasion et d'émerveillement vous envahit à mesure que vous vous installez confortablement. Vous baignez dans une atmosphère d'une élégance discrète, qui ne se retrouve généralement qu'au sein d'une suite

présidentielle ou d'un jet privé. Des caractéristiques à la fine pointe de la technologie comme la climatisation automatique à filtration de l'air et le système audio optionnel Mark Levinson se mêlent harmonieusement à la beauté naturelle du noyer et du cuir, créant un environnement calme et sensuel. Environnement qui atteint son apogée lorsque vous mettez le moteur en marche.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LA toute nouvelle LEXUS ES 300 ~ À PARTIR DE 43 400 \$*

À la conquête de la perfection.  LEXUS



LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Michel David

Retour vers le futur

Le Parti québécois fêtera le mois prochain le 25^e anniversaire de la victoire quasi mythique du 15 novembre 1976, qui avait donné le coup d'envoi aux années les plus excitantes depuis la Révolution tranquille mais également plongé le Québec dans une épuisante vaise-hésitation qui n'en finit plus.

Tous ceux qui ont été élus sous les couleurs péquistes depuis 1970 ont été invités à célébrer l'événement au Centre des congrès de Québec, où se réunira également le conseil national. Certaines absences, et non des moindres, sont malheureusement à prévoir.

Même ceux qui, pour une raison ou une autre, n'auraient pas été très attentifs aux débats qui ont animé leur parti au cours des dernières années ne risquent pas d'être dépayés. À cet égard, la lecture du troisième et avant-dernier tome (1976-1980) de l'imposante biographie de René Lévesque, à laquelle Pierre Godin travaille depuis une dizaine d'années, a même quelque chose d'un peu déprimant. On a l'impression de faire une sorte de retour vers le futur.

Le visage du Québec a beaucoup changé depuis un quart de siècle mais les termes du débat politique ont d'autant mieux résisté au passage des ans que la même génération est toujours aux commandes. Même s'ils étaient plus jeunes qu'eux, Jean Chrétien et Bernard Landry sont entrés en politique en même temps, et avec les mêmes points de repère, que Pierre Elliott Trudeau et René Lévesque.

Le chapitre intitulé «La souveraineté-confusion» demeure d'une actualité telle qu'on en vient à se demander si on sortira un jour du brouillard. Jusqu'aux éminences grises qui sont toujours les mêmes. Sa collaboration avec la GRC a peut-être achevé de déconsidérer Claude Morin aux yeux de nombreux péquistes, mais il continue à écrire des livres et le néotapisme a toujours ses adeptes, y compris au conseil des ministres, tandis que Jacques Parizeau demeure la référence pour les «purs et durs».

Comme son ancien chef, Bernard Landry doit naviguer à la boussolle sur une mer incertaine en tâchant de distinguer le possible du souhaitable. Il pourrait très bien reprendre à son compte les propos aussi rassurants pour les uns qu'inquiétants pour les autres que Lévesque tenait en 1978: «Nous ne voulons pas briser le Canada mais transformer radicalement notre union avec lui.»

Que voulez-vous, son ministre des Finances, déjà friand d'interventions-chocs, avait affirmé au *Times* de Londres que le Québec deviendrait un État indépendant, avec sa propre monnaie et sa banque centrale, parce que la conclusion d'une union monétaire limiterait ses pouvoirs.

Même à 23 ans de distance, on doit convenir que les sorties de Monsieur ne manquent jamais d'à-propos. Qu'est-ce qui serait mis en commun, au juste, dans la nouvelle «union de type confédérale» que propose l'actuel chef du PQ?

L'entente tripartite du 12 juin 1995 prévoyait que la politique monétaire relèverait du partenariat, mais cette disposition n'apparaît plus au programme péquiste. «La monnaie qui aura cours dans un Québec souverain sera le dollar canadien», peut-on y lire, mais la phrase suivante précise qu'«un gouvernement du Parti québécois évaluerait d'autres options monétaires, dont celle d'une monnaie panaméricaine ou continentale». À tous égards, le projet péquiste d'aujourd'hui est encore plus flou qu'en 1980.

On ne peut s'empêcher de sourire à la description du désarroi grandissant des membres du cabinet Lévesque, que chaque «clarification» du chef déconcertait davantage. On se surprend aussi à penser que les ministres de Bernard Landry auraient probablement autant de mal que leurs prédécesseurs à expliquer les tenants et aboutissants de son union confédérale.

L'expression a peut-être l'avantage de rendre le trait d'union invisible, mais le problème demeure entier. À l'évidence, une confédération ne peut pas être imposée, à moins d'utiliser la force. Sa réalisation dépend tout autant de la bonne volonté du Canada anglais que l'association de 1980, avec le même risque de chantage que cela comporte.

Dans sa *Note sur la stratégie politique des souverainistes* qui s'est retrouvée dernièrement à la une du *Globe and Mail*, Jacques Parizeau lançait le même avertissement qu'à l'époque. «L'important, c'est de ne jamais établir dans l'esprit des gens que si le partenariat ne marche pas, si la confédération ne lève pas de terre, la souveraineté est foutue.» Peut-être, mais comment faire autrement si la confédération doit servir de paravent à la souveraineté?

On peut très bien choisir de poser une question plus molle dans le but de créer une nouvelle dynamique dont le Québec pourra tirer avantage, mais la souveraineté et l'union confédérale sont deux choses distinctes qu'on ne peut pas fourrer dans le même OUI.

La même logique qui avait finalement mené le gouvernement Lévesque à promettre la tenue d'un deuxième référendum pour sanctionner les modalités d'une éventuelle association est également inscrite dans l'union confédérale, si jamais le reste du Canada consentait à négocier.

On a fait grief à Lévesque d'avoir simplement demandé un «mandat de négociation», mais il est de l'essence même d'une association — ou d'une union — d'être négociée. Même si, au lendemain d'un «référendum gagnant», les propositions faites au Québec demeureraient en deçà de ce que souhaitent les souverainistes, comment pourrait-on refuser de les soumettre à la population?

Personne d'autre que les Québécois eux-mêmes n'auraient le droit de décréter que c'est trop peu, trop tard. D'ailleurs, si le gouvernement péquiste ne voulait pas les consulter, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher Ottawa de le faire, sans parler de sonrages dont les journaux seraient inondés.

Clairement, le trait d'union entre «souveraineté» et «confusion» n'est pas près de disparaître.
mdavid@ledevoir.com

Débat des candidats à la mairie de Montréal

Bourque a eu la partie facile
Tremblay, hésitant et nerveux, a dû recourir à ses notes

L'expérience de Pierre Bourque. La vision de Gérard Tremblay. Tels étaient les clous qu'ont respectivement tenté d'enfoncer les deux principaux candidats à la mairie, hier, lors du plus important débat de la campagne électorale, débat qui semble en outre avoir été gagné par le maire sortant.

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

S'il n'a pas donné lieu à un réel échange idéologique entre les deux principaux candidats à la mairie, le débat organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, hier, aura au moins eu le mérite de départager les forces en présence.

C'était du moins l'avis des personnes interrogées à la sortie de la salle hier après-midi, personnes qui ont pour la plupart déclaré le chef de l'Équipe Bourque vainqueur du débat qui s'est tenu à l'hôtel Sheraton du centre-ville.

C'est un Pierre Bourque très à l'aise avec la formule de débat direct entre les deux candidats — contrairement à son habitude — qui a fait face à Gérard Tremblay, plus nerveux et hésitant. Alors que ce dernier a souvent dû faire appel à ses notes écrites pour attaquer ou répondre au maire sortant, Pierre Bourque a plutôt fait confiance à sa mémoire et à sa connaissance des dossiers montréalais pour présenter ses réussites des dernières années et occulter ses échecs.

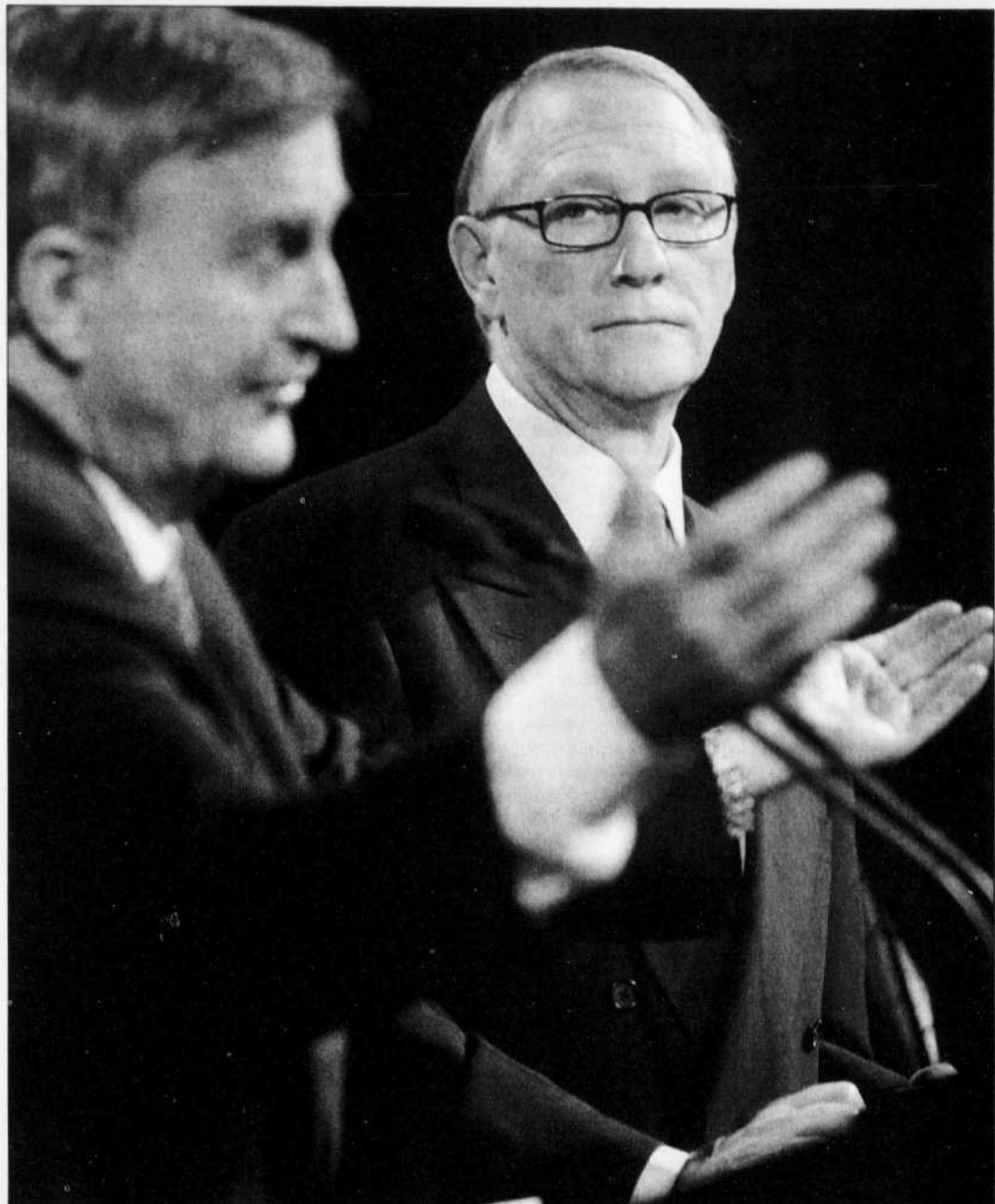
Les attaques personnelles ont été quasi absentes de l'exercice, si ce n'est la charge de Pierre Bourque contre «le verbiage» de son adversaire. Attaque qui a laissé Gérard Tremblay pantois pendant plusieurs secondes. «Il a cligné des yeux deux fois», a indiqué M. Tremblay au sortir du débat pour expliquer sa stupeur. «Il a tenté de m'intimider. Je n'ai pas gelé. J'avais bel et bien une réponse mais elle ne lui plaisait pas.»

«On sentait constamment le discours académique, à pour sa part indiqué le maire après le débat pour justifier son attaque. Ce que les gens veulent, c'est un homme d'action, c'est du concret. Pas seulement des grandes théories.» C'est pourquoi ce dernier s'est évertué, à chaque prise de parole, à présenter les accomplissements qui auraient ponctué ses deux mandats à l'hôtel de ville. «On parle maintenant de la renaissance de Montréal. Partout, on parle de la renaissance du cœur de la ville grâce aux mesures incitatives mises de l'avant, au développement du Vieux-Montréal, au canal Lachine, à la réduction importante de la surtaxe, etc.»

Gérard Tremblay a par la suite accusé le maire de voir la vie en rose alors que la situation de Montréal ne serait pas aussi enviable qu'il le laisserait paraître. «Les gens sont intelligents. Ils savent très bien qu'on ne peut pas citer mille et un chiffres sur le passé alors que la réalité est fort différente au niveau de la gestion financière de la ville, au niveau de l'augmentation des taxes, de l'augmentation des frais administratifs, de la dégradation des infrastructures, etc. On ne peut pas dire que tout va bien à Montréal. Bien au contraire.»

Le chef de l'Équipe Tremblay/Union des citoyens a également critiqué la propension du maire à «s'approprier les réalisations de tout le monde». «C'est toujours le «moi» qui revient», a-t-il affirmé avant de préciser que son parti privilégiait le travail d'équipe à la centralisation, l'écoute des gens aux décisions prises à huis clos.

Afin d'étayer son commentaire sur l'attitude centralisatrice du maire, M. Tremblay a donné l'exemple du comité permanent des arrondissements que M. Bourque souhaite mettre sur pied au lendemain d'une éventuelle élection. «Comment peut-on à la fois dire que l'on veut avoir des arrondissements autonomes mais que l'on veut centraliser les décisions? N'y a-t-il pas là contradiction?», a lancé M. Tremblay à son adversaire.



Pierre Bourque a offert une meilleure performance que Gérard Tremblay à l'occasion du plus important débat de la campagne électorale.

Atrapant la balle au vol, le chef de l'équipe Bourque en a profité pour faire valoir l'importance pour Montréal d'avoir un véritable leader à sa tête. «Ça prend de la cohésion», a-t-il dit. «Il faut qu'il y ait un conciliateur entre les 27 présidents d'arrondissement. Il est tout à fait normal que le maire joue ce rôle de conciliateur.»

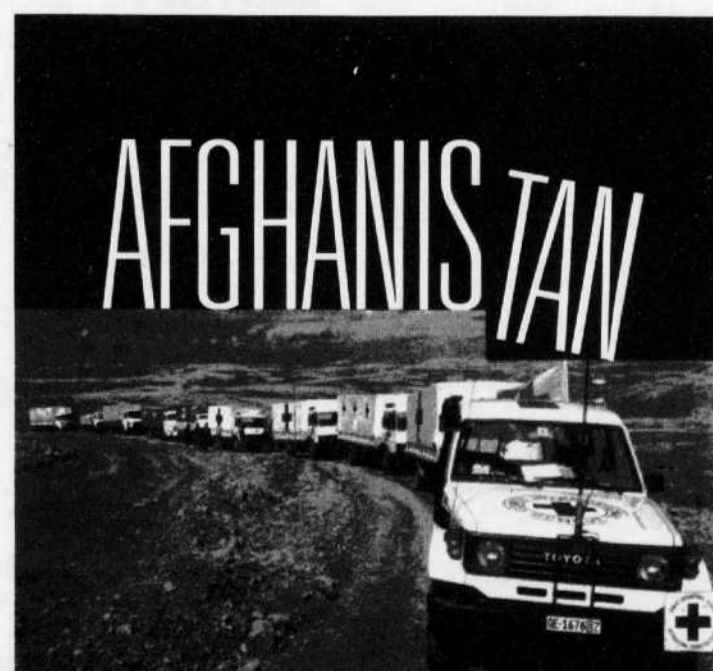
À leur sortie du débat, ni l'un ni l'autre n'a voulu s'autoproclamer vainqueur. Tout au plus M. Bourque a-t-il affirmé que «ça a bien été», non sans afficher un petit air triomphant. M. Tremblay, pour sa part, s'est déclaré satisfait de sa performance. Du même souffle cependant, il ajoutait: «C'est difficile avec une personne qui dit mille et une choses qui, très souvent, ne sont pas pertinentes au débat et qui s'approprie les réalisations de tout le monde.»

Élections et culture

Quelques heures après le débat, les chemins des deux candidats à la mairie se sont croisés de nouveau, en fin de journée, à la clôture du Sommet de la culture de Montréal, qui réunissait hier plus de 400 représen-

tants du milieu. Invités à tour de rôle pour présenter leur vue sur la question, Gérard Tremblay en a profité pour dévoiler le programme électoral de son parti en matière culturelle, alors que Pierre Bourque s'est surtout attaché à vanter l'exceptionnel dynamisme du milieu culturel montréalais et à expliquer le rôle primordial qu'il jouera dans le développement d'un sentiment d'appartenance commun à la nouvelle ville.

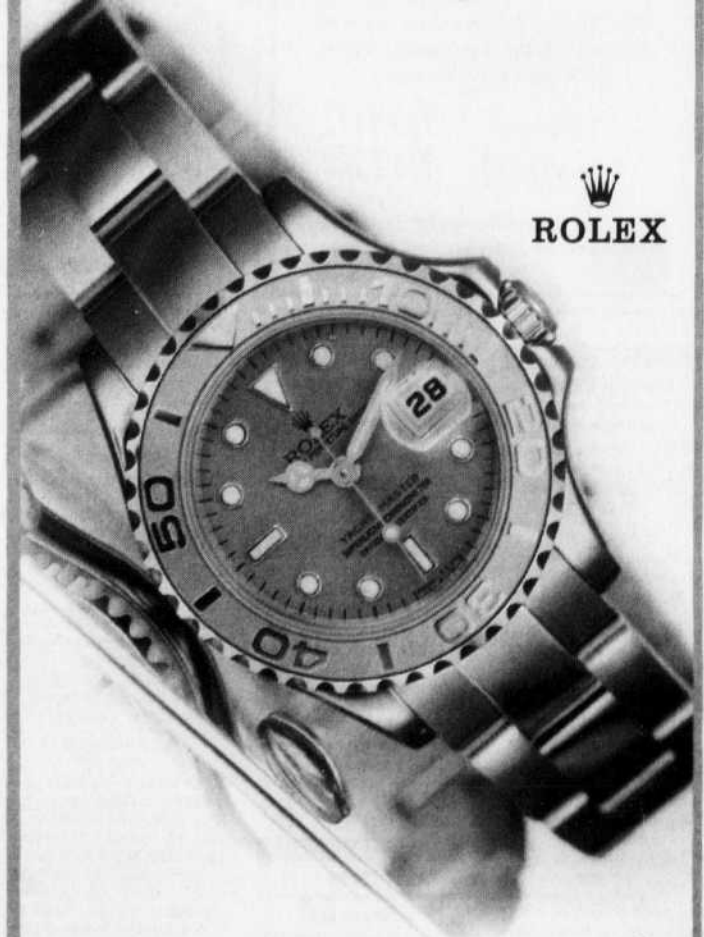
La promesse de Gérard Tremblay de consulter les principaux acteurs concernés afin de doter la Ville d'une première politique culturelle a été bien accueillie par l'assemblée. Le chef de l'UCIM s'est également engagé à porter le budget annuel du Conseil des arts de Montréal de 8,7 millions à 10 millions, à protéger l'autonomie des arrondissements dans l'administration des Maisons de la culture et autres centres culturels ainsi qu'à faire en sorte que la moyenne de 2,5 livres par habitant des bibliothèques montréalaises dépasse d'ici deux ans la moyenne canadienne, de 2,8 livres par habitant.
Avec Éric Desrosiers



Vous pouvez aider.
1 800 418-1111
www.croixrouge.ca

ou postez un chèque portant la mention «Afghanistan» au 6, place du Commerce, Verdun (Québec) H3E 1P4

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

Bijouterie
Gambard
Vente et service techniqueLady Yacht-Master
en acier et or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LES ACTUALITÉS

OMH

SUITE DE LA PAGE 1

«On va pouvoir rénover ou acheter des logements existants. Et ces logements, que nous allons gérer, ne seront pas seulement pour les gens à très faible revenu, comme la loi nous y oblige actuellement, mais aussi pour ceux qui ont des revenus modestes mais néanmoins trop élevés pour avoir accès à un HLM», explique Claude Poulain, directeur général de l'Association des offices municipaux d'habitation du Québec.

Quel sera l'impact concret de ce changement? Il est trop tôt pour le dire, mais les OSBL d'habitation et les coopératives s'inquiètent déjà. Forts des 70 000 logements HLM qu'ils administrent à travers le Québec, les Offices risquent de devenir le partenaire privilégié du gouvernement en matière d'habitation.

Le poids politique des OMH sera d'autant plus grand qu'à la faveur des fusions municipales, ils sont eux-mêmes fusionnés. Ainsi, l'Office de la «nouvelle Montréal» gèrera 23 000 logements HLM plutôt que les 18 000 actuels — répartis par 15 OMH différents. Quant à l'OMH de Québec, il administrera dorénavant 6000 logements plutôt que 4000. Et comme le gouvernement oblige les huit nouvelles grandes villes du Québec à investir dans le développement du logement social, les OMH seront incontournables.

Du coup, plusieurs se demandent s'il restera de l'argent pour les initiatives communautaires si les puissants OMH ont accès aux mêmes subventions, déjà fort convoitées. Et puis, est-ce le retour d'une gestion centralisée du logement communautaire, à l'heure où OSBL et coops réclament de la souplesse et une approche «terrain»?

«Le but, ce n'est pas de s'arracher les pauvres», rétorque M. Poulain, qui reconnaît toutefois que les OMH sont un acteur important.

En 1997, les OMH avaient été écartés d'Accès-Logis, le grand programme de construction de logements sociaux d'une durée de cinq ans mis en place par le gouvernement du Québec. Condamnés à gérer leurs «vieux» HLM, les OMH avaient bien râlé... et se sont préparés en douceur pour le programme suivant. «C'est une fois, explique M. Poulain, on a réussi à faire valoir notre crédibilité comme gestionnaires de logements sociaux. On a quand même une expertise de 30 ans!»

Une expertise qui n'empêche pas les critiques: les HLM, entend-on partout, c'est une gestion coûteuse et centralisée pour créer de gros ghettos de pauvreté.

De purs clichés, rétorquent en chœur résidents et administrateurs de HLM. Le problème, dit-on, c'est que tout le monde a en tête les Habitations Jeanne-Mance à Montréal (788 logements en plein centre-ville) et Saint-Fie X à Québec (quelque 500 logements au bord de l'autoroute).

«Ces deux immeubles nous ont fait plus de tort que tout le reste», déplore Claude Poulain. Mais c'étaient les erreurs du début. Les Habitations Jeanne-Mance, c'était le premier HLM au Québec et ça remonte à 1959! Les HLM de la dernière génération comptaient au maximum 30 à 40 loge-

ments par édifice. En fait, des 638 OMH du Québec (avant les fusions; il en restera 545 après), 515 administrent moins de 25 logements HLM.

Et puis, de quelles erreurs parle-t-on? demande Claude Majeau, de la Fédération des locataires de HLM du Québec, en s'enflammant. «Combien de HLM ont été construits dans des champs, ou à côté de voies ferrées, ou en périphérie, partout où le privé ne voulait pas aller. Et ces immeubles ont rapporté des taxes aux villes! Alors, quand on dit que ce n'était pas rentable...»

M. Poulain remet aussi en question l'idée même d'une gestion coûteuse. «Le déficit mensuel d'un logement HLM, c'est 300 \$ par mois. Est-ce trop cher payé pour un filet de sécurité sociale qui permet de vivre décemment?»

D'ailleurs, même si les directions des Offices municipaux sont heureuses de jouer un nouveau rôle dans le logement social, elles maintiennent — comme les locataires — qu'il faudrait construire d'autres HLM. La longueur des listes d'attente en fait foi, fait-on valoir.

Certes, construire est coûteux sur le coup, dit M. Poulain. «Mais vingt ans plus tard, quand les hypothèques viennent à terme, les logements HLM sont un acquis pour l'État.»

Le hic, c'est que les immeubles prennent de l'âge. Au Québec, les HLM ont surtout été construits entre 1968 et 1980. La Société d'habitation du Québec réserve cette année un montant de 35 millions de dollars pour les rénovations de HLM. C'est nettement insuffisant, juge l'Association des OMH.

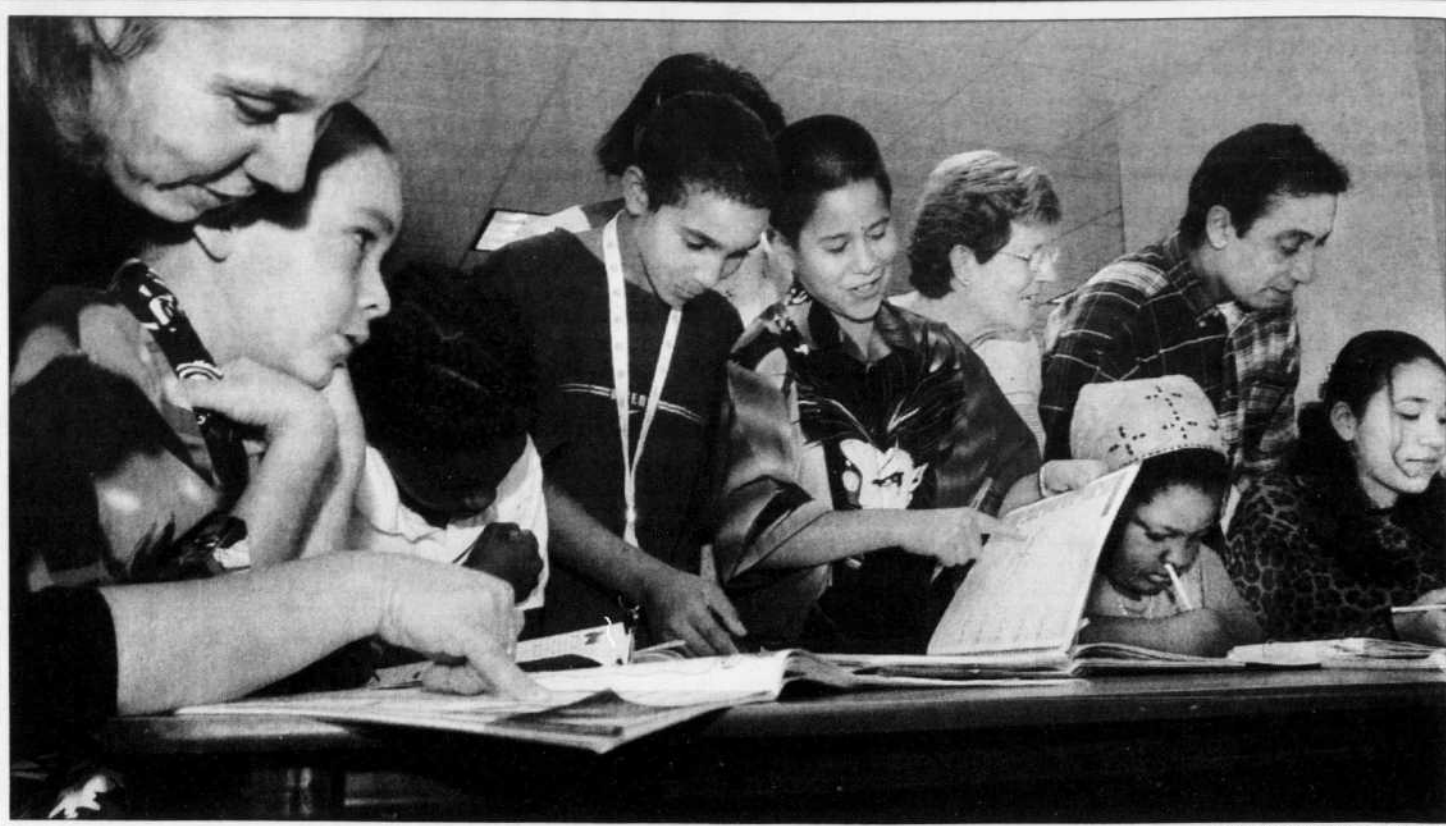
Les locataires ont aussi leurs doléances: des logements mal isolés, des fenêtres en mauvais état, des problèmes de ventilation, des tapis usés à la corde... Les rénovations nécessaires se chiffrent à 52 millions de dollars, selon la Fédération des locataires. Mais ce sont des constats plus que de vives critiques, s'empresse-t-on de préciser.

L'autre grand problème, c'est la cohabitation, «pas toujours facile», disent ouvertement les résidents. Tenus d'accueillir les plus pauvres d'entre les pauvres, les HLM se peuplent de gens qui ont bien plus que des problèmes économiques. Les résidents révent-ils pour autant de partir? Pour le savoir, la Fédération des locataires a mené un grand sondage il y a quelques mois: 3500 personnes y ont répondu.

À la surprise même de la Fédération, 89 % des répondants étaient contents d'être en HLM et 83 % le conseilleraient à un ami. Parce qu'ils y trouvent la sécurité, des relations de voisinage, du service et un loyer qui ne dépasse pas 25 % de leurs revenus.

«L'avantage du HLM, c'est aussi l'égalité des chances. Il n'y a pas d'exigence de participation comme dans une coopérative, et pas besoin d'être une clientèle spéciale pour y avoir droit, comme dans une OSBL d'habitation. Et il n'y a pas de discrimination envers les immigrants!», conclut Claude Majeau.

Demain, les coopératives ne régleront pas la crise du logement.



Jacqueline Moisan, l'une des deux représentantes des locataires à l'Office municipal d'habitation de Montréal, ne manque pas d'idées pour améliorer la vie en HLM. Ainsi, avec ses voisins, elle a créé un service d'aide aux devoirs. «Les parents ont du mal à assurer le suivi scolaire. J'ai donc organisé le service avec l'aide du CLSC et d'étudiants de l'université», explique-t-elle.

Un toit, une voix

Les locataires des HLM auront davantage d'influence sur les décisions qui les concernent, promet Louise Harel

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

«Moi qui pensais que j'étais juste une b.s., j'ai pris confiance en moi depuis que je suis en HLM», s'étonne Monik Desjardins, résidente d'un HLM du quartier Ahuntsic à Montréal.

Cette femme plutôt timide, qui a connu bien des misères, est la représentante fraîchement élue des locataires de Montréal dans le nouvel Office municipal d'habitation (OMH) de la ville fusionnée. Sa première implication, il y a 12 ans, dans un comité de locataires où elle intervenait à peine, semble soudain bien loin...

Des Monik qui s'expriment, c'est précisément ce que souhaite Louise Harel, ministre responsable de l'habitation. Pas question de construire de nouveaux HLM, mais d'accorder pour laisser plus de place aux locataires des HLM existants — surtout au moment où les Offices municipaux d'habitation (OMH), qui gèrent les HLM, fusionnent.

À la rentrée parlementaire, Mme Harel présentera donc des modifications à la loi de la Société d'habitation du Québec pour créer, au sein des OMH de tout le Québec, des comités consultatifs où siègeront des représentants des locataires.

Une décision qui s'ajoute à un autre feu vert donné par la ministre l'hiver dernier: deux loca-

taires élus siègent aux instances de transition des nouveaux Offices municipaux d'habitation, dont la fusion sera complétée au 1^{er} janvier 2002. Leur voix est certes minoritaire, mais chacun a conscience qu'il représente bien du monde.

Une victoire

Pour la Fédération des locataires d'HLM du Québec (FLHLMQ), qui regroupe 216 comités de locataires, c'est une victoire. «Ça fait des années qu'on demandait d'avoir un lieu reconnu pour faire valoir nos demandes», dit Claude Majeau, de la Fédération. «Maintenant, avant de prendre une décision touchant l'ensemble des locataires, un Office sera obligé de soumettre sa proposition au comité consultatif, y compris l'adoption des budgets.»

C'est là une petite révolution dans un monde à qui l'on a longtemps reproché une gestion bureaucratique. Les histoires ne manquent pas sur l'approche paternaliste ou les règlements tatillonnés qu'appliquent certains OMH pour gérer les HLM de leur communauté.

«Interdire la couleur sur les

murs parce que le blanc, c'est moins compliqué, ça se défend comme gestionnaire. Mais c'est drabe longtemps quand tu restes là!», illustre Claude Majeau.

Paternalisme dépassé

Il y a même un HLM qui demande à ses locataires de nettoyer leur grille-pain une fois par semaine par mesure d'économie d'énergie. «Certains règlements vont très loin dans la vie privée! s'exclame Mme Majeau. Les gens en HLM ne sont pas des numéros, ils ont le droit d'avoir du pouvoir sur leur vie.»

D'autant que plusieurs résidents ont aussi à cœur de s'impliquer. Comme Jacqueline Moisan, l'autre locataire élue à l'Office municipal de Montréal, qui ne manque pas d'idées pour améliorer la vie en HLM.

Ce n'était pourtant pas de gaieté de cœur qu'elle y était entrée, il y a dix ans. Mais elle n'avait plus le choix: son conjoint parti, elle s'était retrouvée prise à la gorge financièrement. «Arriver à payer mon loyer me stressait tellement que je suis tombée malade. J'ai donc demandé une place dans un HLM et j'ai attendu. Ma chance, c'est qu'un nouveau projet

HLM, un des derniers au Québec, s'est construit à Saint-Léonard. Aujourd'hui, je le conseillerais à tout le monde!»

Cette chance qu'on lui a donnée, Jacqueline Moisan a voulu la rendre à la société. Elle s'est donc impliquée auprès de ses voisins, créant notamment un service d'aide aux devoirs. «C'est très multiethnique dans mon HLM et les parents ont du mal à assurer le suivi scolaire, dit-elle. J'ai donc organisé le service avec l'aide du CLSC et d'étudiants de l'université. Il y a aussi des sorties pour les enfants, comme la plage l'été ou la cabane à sucre au printemps, et des collations sont servies après l'école.»

Des leçons

De plus en plus de HLM du Québec offrent ce type d'activités, y compris les plus gigantesques qui ont connu, ces dernières années, leur lot de petite délinquance et de tensions entre des locataires de plus en plus fragiles, démunis et d'origines ethniques et religieuses diversifiées.

À Québec, Lévis ou Montréal-Nord, gestionnaires et locataires en ont tiré des leçons: des ateliers de couture, une cuisine collective ou des activités pour les adolescents, ça ne fait pas qu'occuper son monde. Ça crée un sentiment d'appartenance et d'entraide — l'unique clé pour sortir les HLM de leur image de ghetto.



Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3322**
Télécopieur: **985-3340**

Conditions de paiement: cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 150 Achat-vente-échange
160 • 198 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 • 250 Achat-vente-échange
251 • 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

LACHINE Près fleuve, piste cyclable, 5 min. aéroport, 15 min. centre-ville. Cottage 10 pièces + 3 1/2 s.b., 1. équipé, foyer. Février à juin 2002. 1800\$/mois. (514) 634-9796

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER

*** PARIS ***
XVe, superbe appart., 3^{1/2}, meublé ancien, l'équipé, 2-4 pers., parc. Disp. sem./mois. (450)968-0262

AFFAIRES: PARIS OU CANNES
Spacieux appartements ensoleillés. Proche gare/événements/plage. 700-800\$/sem (514) 845-4425

PARIS
Banlieue ouest (Villennes), 20 min. par RER. Apt meublé, 2 c.c. 6 mois min. (514)932-1630

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

ORFORD Cantons de L'Est. Face montagne, 3 c.c., meublé, chauffé, foyer. Du 15 nov. au 15 avril. Après 18h (514) 486-4900

176 CHALET À LOUER

BORD LAC MEMPHRÉMAGOG 15 nov.-15 avr. 3 ch., 2s.b. 6 500\$/saison (514)342-4020 (après 19h)

ENTRELACS, 11/20 MI, 2 c.c., N.-F., pistes de ski de fond et alpin. Mois/saison 11. incl. (450)965-0994

RÈVE D'AUTOMNE - SAINT-IRÈNE, studio. (418) 452-8276 jacob.andre@uqam.ca

251 BUREAUX À LOUER

OUTREMONT RUE BERNARD

3150 PI.CA.
BEAUX BUREAUX
BELLE DÉCORATION
(514) 276-9066
poste 24

301 ŒUVRES D'ART

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450)466-8920

Encre de Pellan (1940)
Huile de Cosgrove
2 aquarelles de H. Masson
(418) 653-4767

307 LIVRES ET DISQUES

BONHEUR D'OCCASION Libraire d'expérience achète à domicile: philosophie, sciences, littérature et beaux-arts. Livres anciens ou rares 4887, rue De La Roche 914-2142

BOUQUINERIE ST-DENIS achète à domicile: littérature, philosophie, arts, livres anciens. (514) 288-5567

325 INSTRUMENTS DE MUSIQUE

PIANO BALDWIN DROIT
Presque neuf, 3 ans
3 500 \$ nég.
(514) 274-2266

450 EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS/TRICES)
vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. De 46 000\$ à 90 000\$/année. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO.
(416) 975-5252 poste 305

530 COURS

ANGLAIS (ACT, SAT, TOEFL) par Ph. D. 8h/200\$. 489-3801

COURS D'HORTICULTURE privé
Donné par arch.-pays.
Prof. collège. 304-5582

PLAISIR D'ÉCRIRE
L'École des écrivains peut vous enseigner à écrire de façon claire et efficace. Pas besoin de vous déplaçer. Cours par correspondance. À peu de frais, nous vous montrons à écrire des romans, des contes, des biographies.
Demandez le prospectus gratuit.
École des Écrivains
807 Closse, St-Lambert J4R 1K8
(450)672-4893, (450)672-9945(fax)

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION

FEMME CHERCHE EMPLOI.
Entretien ménage, 9h à 15h.
15 a. d'expérience. (514) 333-1503

575 DÉMÉNAGEMENTS

G. JODOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres.
Spécialité: appareils électriques.
Assurance complète. 253-4374

597 RENCONTRES

PROFESSIONNELLE Début 60 ans, belle allure, veut partager joies de la vie avec homme de cœur et d'esprit. (514) 277-7885

695 AUTOMOBILES

SUBURU OUTBACK 98
36 000 km. toute équipée, automatique. 18 500\$ négocié.
(450)546-4477

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

▲ comme coopérant
▲ comme bénévole
▲ comme donateur
(514) 387-2541, poste 240
Nous vous aiderons à les aider
www.monde.ca

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

BOUCHERVILLE
Maison de pierre sur magnifique terrain. Succession 450 000\$.
(514) 287-8585 (poste 228)
(819) 222-9768

MAISON DE VILLE
avec stationnement Davidson près Sherbrooke, 5 min. métro.
Par proprio: **(514) 598-0234**

RSMT Semi-dépl., 2 x 5 1/2, libre, rénové, clair, bois franc, a/sol fini, stat., gr. terrain. **(514) 722-5957**

120 LAURENTIDES

POURQUOI PAYER UN LOYER?
À 4 km de l'église de St-Sauveur, triplex, 1x7, 3c.c., 2 s. de b., mezz., plafonds cathédraux, bain tourb. et 2x3 1/2 qui paient votre maison.
131 500\$ **(450)227-5029**

121 ESTRIE

BORD DE L'EAU
Maison en pierre, 2 étages, 3 c.c., 3 s. de b., foyer. Grand terrain 150x110. 175 000\$ **(819)879-8277**

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

CANAL LACHINE
Édifice Corticelli, 950 p.c., aire ouverte, app-loft, aménagement et finition supérieure. R. de c. avec hautes fenêtres (4 x 8') vue sur grand jardin et plan d'eau. Climatisé, insonorisé, pl. béton revêtement de lattes de bois franc et moquette. Rangement. Accès au gymnase, atelier et salle pour réceptions. Chauffage, climatisé et électroménagers. Sécurité 24h.
Entrée et stat. rue St-Patrick. 950 ou 1130\$/mois meublé. 908-3661 ou richerp@total.net

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

MÉTRO SHERBROOKE
(Accès direct) 114, 314, 414, Vue Mt-Royal, balcon. Étac, clim. chauffé, frigo, cuisinière. Piscine, sauna, buanderie. 281-1551 lun-ven

OUTREMONT
Grand 6 1/2 face Mont-Royal, r. de c., cuisinière, tranquillité. 1^{er} nov. 1 300\$ 271-2730

OUTREMONT Rue Bernard, beau 5 1/2, balcon, pl. bois, près Théâtre Outremont, eau chaude, libre, 1250\$/mois. Enc (514) 279-5965

PIED-À-TERRER À QUÉBEC
pour H ou F affaires dans 5 1/2 meublé, équipé, parking, centre-ville. Déc. à avril. (418)522-6677

VIEUX-MONTRÉAL
Splendide loft, 1 400p.c. sur 2 niveaux, 1 c.c., poutres, brique, foyer, terrasse. 1 650\$/non-chauffé. Libre (514) 270-0796

251 BUREAUX À LOUER

S228 ST-LAURENT (près Fairmount) 1340 pi. ca., 26 murs brique, belle fenestration. 278-7796

275 LOCAUX À LOUER

PLATEAU 5255 Papineau (près Laurier) 3000 p.c. + s/sol. Immeuble neuf, libre imm. (450) 667-4145

PRESTIGE
Édifice commercial / bureau et loft sur mesure 1 300 p.c. Climatisé
RUE LAURIER
286-7522

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

À LA RECHERCHE
Condo Vieux-Montréal
Achat ou location
Occ. imm. ou juillet 02
817-5707

BROSSARD Condo luxe, bord de l'eau, superbe vue fleuve & centre-ville. À voir absolument. 209 900 \$.
A.CRESCENZI 514-354-6240

ILE-DES-SŒURS
Bord du fleuve, Verrières III, 750 p.c., 16e étage
Vue sur ville et fleuve.
Stat. int., pisc. int. et ext.
Libre immédiatement. Privé.
165 000 \$
(514) 945-9216 (rep)

121 ESTRIE

PRÈS EASTMAN, idéal retraités.
Jolie maison très éclairée, impeccable paysager. Libre. 117 000\$
(450)375-8323, (450)297-4721

135 TERRAINS

MÉTIS-SUR-MER
Bord de l'eau, magnifiques terrains.
(450) 972-1237

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHNTSIC, 714, Gouin/Verrière, 2^e étage, double balcon, ensoleillé, prox. services, piste cyclable, chauffé. 800\$/m. **(514) 332-7620**

164 CONDOMINIUMS À LOUER

VIEUX-MONTRÉAL
Chassegroves-de-Léry
2 c.c., 2 s. de b., garage int.
5 min. métro Champ-de-Mars.
Commodités sur place. 395-0058

164 CONDOMINIUMS À LOUER

VIEUX-MONTRÉAL
Chassegroves-de-Léry
2 c.c., 2 s. de b., garage int.
5 min. métro Champ-de-Mars.
Commodités sur place. 395-0058

164 CONDOMINIUMS À LOUER

VIEUX-MONTRÉAL
Chassegroves-de-Léry
2 c.c., 2 s. de b., garage int.
5 min. métro Champ-de-Mars.
Commodités sur place. 395-0058

251 BUREAUX À LOUER

S228 ST-LAURENT (près Fairmount) 1340 pi. ca., 26 murs brique, belle fenestration. 278-7796

275 LOCAUX À LOUER

PLATEAU 5255 Papineau (près Laurier) 3000 p.c. + s/sol. Immeuble neuf, libre imm. (450) 667-4145

PRESTIGE
Édifice commercial / bureau et loft sur mesure 1 300 p.c. Climatisé
RUE LAURIER
286-7522

307 ŒUVRES D'ART

ACHETONS tableaux originaux de Normand Hudon et autres peintres renommés. (450)466-8920

Encre de Pellan (1940)
Huile de Cosgrove
2 aquarelles de H. Masson
(418) 653-4767

307 LIVRES ET DISQUES

BONHEUR D'OCCASION Libraire d'expérience achète à domicile: philosophie, sciences, littérature et beaux-arts. Livres anciens ou rares 4887, rue De La Roche 914-2142

BOUQUINERIE ST-DENIS achète à domicile: littérature, philosophie, arts, livres anciens. (514) 288-5567

325 INSTRUMENTS DE MUSIQUE

PIANO BALDWIN DROIT
Presque neuf, 3 ans
3 500 \$ nég.
(514) 274-2266

450 EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS/TRICES)
vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. De 46 000\$ à 90 000\$/année. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO.
(416) 975-5252 poste 305

530 COURS

ANGLAIS (ACT, SAT, TOEFL) par Ph. D. 8h/200\$. 489-3801

COURS D'HORTICULTURE privé
Donné par arch.-pays.
Prof. collège. 304-5582

PLAISIR D'ÉCRIRE
L'École des écrivains peut vous enseigner à écrire de façon claire et efficace. Pas besoin de vous déplaçer. Cours par correspondance. À peu de frais, nous vous montrons à écrire des romans, des contes, des biographies.
Demandez le prospectus gratuit.
École des Écrivains
807 Closse, St-Lambert J4R 1K8
(450)672-4893, (450)672-9945(fax)

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION

FEMME CHERCHE EMPLOI.
Entretien ménage, 9h à 15h.
15 a. d'expérience. (514) 333-1503

JACK WAISSMAN

Waissman Jack, décédé samedi le 6 octobre 2001. Le bien-aimé mari de Anne Le Dain. Le père dévoué de Martin Pierre. Le frère chéri de Martin. Le fils de Adam et de Fella Waissman. Il laisse dans la tristesse ses amis et collègues. Le service funéraire aura lieu chez Paperman & Sons, 3888 Jean-Talon O., mardi le 11 octobre à 13h00. L'enterrement prendra place au cimetière Kehal Israel, Blvd des Sources, Dollard des Ormeaux, section Beth Ora Congrégation. Shiva strictement privée. Nous ne pouvons accepter de fleurs, nous vous suggérons de faire une donation en sa mémoire à l'organisation Jeunesse au Soleil, 4251 St-Urbain, Montréal H2W 1V6 (514) 824-6822.

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF

Recomptage
judiciaire
dans Labelle

(Le Devoir) — Le Parti libéral du Québec a demandé et obtenu un recomptage judiciaire qui commencera demain à Mont-Laurier afin de déterminer le résultat de l'élection complémentaire du 1er octobre dernier dans la circonscription de Labelle. Au vu de plus d'une vingtaine d'irrégularités soulevées vendredi, la Cour du Québec a accepté la requête des organisateurs libéraux. Selon eux, il y aurait eu, dans Labelle, des cas douteux de votes annulés en plus d'une manœuvre exceptionnelle de dépouillement du vote anticipé effectuée sans témoin. En outre, la nouvelle méthode de dépouillement du vote se déroule en présence de personnel assermenté indépendant des partis politiques, ce que souhaite analyser le PLQ. Les libéraux disent toutefois ne pas vouloir retarder impunément les résultats de l'élection, qui ont jusqu'ici fait état d'une victoire du candidat péquiste, Sylvain Pagé, par seulement 89 votes devant le candidat libéral Jean-Pierre Miljourn.

Un maire pourra
gagner 137 000 \$

(PC) — À compter du 1^{er} janvier 2002, le salaire d'un maire ne devra pas excéder les 137 000 \$ par an, celui d'un président de conseil d'arrondissement 90 000 \$ et celui d'un préfet de MRC élu 65 000 \$. Ces limites ont été fixées le 3 octobre lors d'une réunion du conseil des ministres dans un projet de règlement sur le maximum de la rémunération annuelle des élus municipaux. Le salaire annuel maximum d'un maire édicté depuis 1992 était de 111 915 \$ et il passera à 137 000 \$ au moment de l'entrée en fonction des élus. La nouvelle loi sur les traitements des élus municipaux stipule que, pour un maire d'une municipalité de 500 000 habitants et plus, le salaire ne devra pas être supérieur à 130 000 \$. Dans le cas d'une ville de 300 000 à 500 000 habitants, il ne devra pas excéder 125 000 \$ et 118 000 \$ pour une ville de 100 000 à 299 999 habitants. Le salaire maximum ne devra pas être supérieur à 97 000 \$ pour le maire d'une municipalité de 50 000 à 99 999 habitants.

Trop tôt pour
changer de nom

(PC) — Changer le nom du Nouveau Parti démocratique immédiatement serait «prématuré», alors que les efforts de restructuration du parti prennent forme, affirme un comité consultatif aidant à élaborer une nouvelle direction pour la gauche canadienne. «En changeant son nom, le NPD signifierait qu'il a procédé à des changements institutionnels et culturels suffisants pour justifier un nouveau nom», affirme le dernier rapport. «Toutefois, le renouvellement du parti n'est pas un événement ni un exercice de six mois mais plutôt un processus continu» et un nouveau nom serait «prématuré», ajoute-t-il.

Programme libéral en gestation

Charest remet sur la table
son Conseil de la fédérationMARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

Le Parti libéral continue de travailler à l'élaboration de son futur programme électoral. Réunis en caucus présessionnel à Sainte-Foy, les députés libéraux ont discuté hier de leur stratégie devant le déséquilibre fiscal. À ce sujet, leur chef, Jean Charest, croit à la nécessité d'un Conseil de la fédération, évoqué le printemps dernier dans le rapport Pelletier. Il compte développer cette idée en préparation du programme du PLQ.

«Le Conseil aura pour mandat de réunir les gouvernements [fédéral et provinciaux] autour d'une même

table dans le but de gérer ensemble des responsabilités communes.»

Le Conseil pourrait se pencher sur le déséquilibre fiscal canadien actuellement analysé au Québec par la commission Séguin. Mais il pourrait aussi bien proposer des solutions aux différends entre le fédéral et les provinces sur des champs de compétence partagés.

«L'objectif, c'est de faire en sorte que sur l'union sociale et la santé, par exemple, on puisse pratiquer une forme de cogestion qui permet aux deux niveaux de gouvernement de s'occuper de l'application et de l'interprétation de la loi sur la santé.»

Le projet libéral a pour avantage de respecter les compétences des gouvernements, souligne M.

Charest, tout en ne nécessitant pas de changements législatifs ou constitutionnels.

En ce qui a trait à la fiscalité, les libéraux prônent une perspective à long terme qui tient compte d'un déséquilibre vertical, entre Ottawa et chacune des provinces, ainsi qu'horizontal, au sujet de la péréquation.

«La fiscalité doit être le miroir des compétences de chaque niveau de gouvernement, note le chef libéral. Nous avons des responsabilités très précises dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale. La fiscalité doit le refléter.»

Selon lui, les leaders politiques des autres provinces sont en faveur de tels changements

puisque tout le monde dénonce l'arrangement fiscal actuel avec Ottawa. Les provinces croient toutes, dit-il, que l'imputabilité des provinces n'est pas respectée par un gouvernement fédéral qui multiplie les gestes unilatéraux. Ainsi, le système de péréquation doit être revu puisqu'il faut assurer «l'autonomie nécessaire aux provinces pour livrer les services dont elles sont responsables».

Par ailleurs, lors de la rentrée parlementaire mardi prochain, l'Assemblée nationale soulignera à sa façon les événements du 11 septembre dernier. Les libéraux et les péquistes travaillent ensemble présentement à l'écriture d'un texte de motion.

Des parents
dénoncent
les soins
donnés à
leur enfant
autiste

LE DEVOIR

Des parents dont l'enfant a été hospitalisé contre leur gré en institution psychiatrique en juin dernier ont dénoncé hier le traitement réservé à leur garçon depuis le début de son hospitalisation forcée.

De concert avec la Société québécoise de l'autisme (SQA), ces parents ont affirmé hier que l'état de leur fils de 23 ans s'est détérioré depuis le début de son séjour forcé à l'hôpital Douglas, décrété par une ordonnance de la Cour supérieure. Selon eux, ce dernier n'a jamais vu son état évalué convenablement et n'a jamais reçu les traitements prescrits par la cour.

Au contraire, selon Carmen La-haie, vice-présidente de la SQA, le jeune Harold Stuard aurait été victime de déshydratation au cours de l'été et il a dû être mené d'urgence dans un hôpital de Verdun. Depuis le 12 juillet, les médecins l'ont jugé apte à être transféré dans un centre de réadaptation, mais aucune place n'a été trouvée pour lui.

Selon ses parents, qui ont toujours dénoncé le fait que l'État puisse leur «enlever leur fils de force», ce dernier serait beaucoup plus heureux chez lui. On se souviendra que c'est le centre de réadaptation Butters-Savoy en Montérégie qui avait demandé en juin dernier l'intervention de la cour pour forcer le retrait du jeune autiste de son milieu parental. Jugant les parents incapables de prendre soin de l'enfant, le Centre de réadaptation avait déposé une requête d'application de soins pour ce jeune qui avait des comportements agressifs et s'automutilait. La cour avait par la suite imposé un traitement d'un an en institution psychiatrique, remettant ainsi en cause la liberté des parents de décider seuls du sort de leur enfant.

Le Kursk achève son odyssée tragique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Rosliakovo, Russie — Le sous-marin nucléaire russe *Kursk* a achevé hier son odyssée tragique en arrivant dans la baie de Rosliakovo pour être mis en cale sèche, plus d'un an après la catastrophe qui a coûté la vie à ses 118 marins.

Des dizaines d'habitants dont des enfants, certains les larmes aux yeux, s'étaient rassemblés par un froid glacial pour la venue de l'énorme barge *Giant-4* qui remorquait le sous-marin accidenté.

À Severomorsk, base de la flotte du Nord, les dernières heures de cours ont été supprimées pour permettre aux enfants d'observer le passage de la barge.

Après son arrivée à Rosliakovo, l'épave doit être examinée par des plongeurs qui vont mesurer le niveau de radioactivité à l'intérieur de la coque.

La population de ce bourg de 12 000 habitants craint des fuites radioactives, bien que le gouvernement russe ait assuré que les



REUTERS

Le sous-marin *Kursk* a été remorqué dans la baie de Rosliakovo.

réacteurs du sous-marin ne présentaient aucun risque.

L'épave devrait rester en cale sèche pendant trois mois. C'est ici que les corps des marins du *Kursk* doivent être récupérés et les 22 missiles Granit déchargés. Seuls 12 corps sur un total de 118

avaient été remontés en novembre dernier.

Le commandement de la flotte du Nord a reconnu mardi que la récupération des missiles étaient «potentiellement dangereuse».

Cette nouvelle étape doit permettre d'éclaircir les causes de la

catastrophe, selon les autorités russes. Plusieurs experts ont cependant estimé que les circonstances du naufrage ne seront jamais connues.

Trente-sept enquêteurs se trouvent à Severomorsk, prêts à commencer l'examen de l'intérieur du sous-marin, dont des médecins légistes. Le dossier de l'affaire comprend déjà 77 volumes.

Deux ondes de choc successives, à quelques minutes d'intervalle, avaient été enregistrées dans la zone le 12 août 2000. La deuxième correspondait à l'explosion du stock de torpilles qui a scellé définitivement le sort du *Kursk*.

À propos du premier choc, et donc l'origine de la catastrophe, l'explosion accidentelle d'une torpille ou la collision avec un autre bâtiment ont été évoquées.

La mise en cale sèche doit commencer samedi ou dimanche et durer cinq jours à l'aide de deux pontons de 100 mètres de long et d'un poids de 1700 tonnes chacun.

402-HOMME®
Depuis 1977

Costumes griffés
importés d'Italie
seulement
499\$

TISSUS SIGNÉS :
Cerruti 1881 • Zegna •
Marzotto • Zignone, etc.

1118, rue Sainte-Catherine Ouest
2^e étage, Montréal • (514) 861-3636
Heures d'ouverture : Lun. au ven. 10 h à 18 h. Sam. 10 h à 16 h

Canada

un excellent mode d'épargne. c'est garanti.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA			OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA
2,30%	2,80%	4,00%	1,80%
An 1	An 2	An 3	An 1
Émission 21 - Taux annuel composé de 1,03% après 3 ans			Émission 22

Émissions 21 et 22 en vente jusqu'au 1^{er} novembre 2001, sous réserve de modifications sans préavis.

Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps.

vous pouvez y arriver.

pour acheter directement, consultez www.oec.gc.ca ou composez 1. 888. 773. 9999NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
BÂTISSEZ SUR DU SOLIDELe magasin de meubles IDOMO
ferme sa succursale de Montréal

Notre bail étant expiré, nous fermons les portes de notre succursale de Montréal. Nous réduisons les prix de nos articles afin de liquider entièrement une valeur de **plus de deux millions de dollars de marchandises en stock.**

Jusqu'à

70%
de réduction

Voici votre dernière chance d'acheter chez IDOMO à Montréal avant la fermeture du magasin.

Tables de salon
Meubles de salle à manger
Meubles capitonnés
Tables d'extrémité
Bibliothèques
Bureaux
Mobilier de chambre à coucher
Meubles de rangement mural

Accessoires fixes et rayonnages également en vente.

idomo
MEUBLES MONTREAL

VILLE-ST. LAURENT
9090 boul. Cavendish (514) 735-6425
(Autoroute 40 et Cavendish)

Veillez prendre note de nos heures d'ouverture spéciales durant ce solde de liquidation
Lun., Mar.: 12h-18h • Mer.: FERMÉ • Jeu., Ven.: 12h-21h • Sam.: 11h-17h • Dim.: 12h-18h

Roger Gaudry
(1913 - 2001)

L'Université de Montréal vient de perdre l'un de ses membres les plus éminents.

Roger Gaudry a été l'un des bâtisseurs de l'Université de Montréal. Premier recteur laïque de 1965 à 1975, visionnaire, il y a créé les instruments qui en font aujourd'hui l'une des premières universités au Canada.

Père de l'actuelle charte de l'Université de Montréal, il a été à l'origine de la Faculté des études supérieures et de la Faculté des arts et des sciences, ainsi que de nombreux centres et groupes de recherche de réputation internationale.

Ce scientifique de renom a été un administrateur universitaire de premier plan. Il a entre autres présidé le Conseil des sciences du Canada et l'Association internationale des universités. Il a également participé à la fondation de l'Université des Nations-Unies, dont il est devenu le premier président, de 1974 à 1976.



La communauté de l'Université de Montréal tient à lui rendre hommage et à lui exprimer sa profonde reconnaissance.

Université **UM**
de Montréal

• LA RIPOSTE •

L'OTAN, de Vancouver à Vladivostok

D'ici cinq ans, la Russie aura intégré l'alliance militaire occidentale, croit le directeur de la Fondation Carnegie de Moscou

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Moscou — Le XXI^e siècle a commencé le 11 septembre 2001. Ce mardi noir va complètement bouleverser les rapports géostratégiques mondiaux. Et Dimitri Trenin, directeur de la Fondation Carnegie pour la paix, de Moscou, prédit que la date charnière va faire en sorte que la Russie intègre l'OTAN, d'une façon ou d'une autre, d'ici environ cinq ans.

« Ces événements ont fondamentalement transformé la Russie en alliée objective de l'Ouest », affirme M. Trenin, rencontré la semaine dernière dans les bureaux de sa fondation. « Pour moi, il s'agit du second événement majeur des dernières décennies, le premier étant l'implosion de l'URSS et la chute du système communiste, après 1989. Le défi posé au monde me semble être du même ordre. En plus, pour la première fois depuis 1945, la Russie et les États-Unis se retrouvent face à un ennemi commun. »

Pour lui, il s'agit dorénavant de repenser les rapports géostratégiques en fonction de nouveaux intérêts partagés par l'Est et l'Ouest. « Quelques options fondamentales se dessinent maintenant entre le repli sur soi-même de la Grande Russie et le ralliement à l'Europe, dit le politologue. L'option européenne me semble la seule porteuse d'avantages marqués. Le point chaud de la planète se transporte au Moyen-Orient. Dans ce contexte, la Russie devient un partenaire qui peut apporter des éléments de solutions à des problèmes militaires très précis, en raison de son expérience du terrain, héritée de la guerre des années 1980. Les Américains découvrent soudainement que cet ancien ennemi occupe une place géopolitique infiniment précieuse. Par étapes et par paliers, d'ici environ cinq ans, je crois donc que nous allons voir se dessiner une intégration plus ou moins complète des forces russes aux structures militaires occidentales. »

Une trentaine de personnes, dont un petit tiers de chercheurs attirés, travaillent au bureau moscovite de la Carnegie Endowment for International Peace, fondé en 1993. Le financement est fourni par la maison mère, à Washington. Le centre russe multiplie les recherches et les publications (www.carnegie.ru).

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, elle, a été fondée en 1949 comme contrepoids militaire à la puissance soviétique. Elle assure aux pays membres européens l'alliance des États-Unis et du Canada en cas d'agression — et vice versa.

Les rapprochements entre les anciens ennemis objectifs se multiplient et s'accroissent depuis septembre. Mercredi dernier, à Bruxelles, le président russe, Vladimir Poutine, a ouvert la porte à l'élargissement de l'alliance jusqu'à l'Oural. « Il n'y a plus de raison pour l'Ouest de refuser d'entreprendre des discussions au sujet [de l'intégration de la Russie] », déclarait-il après une rencontre avec George Robertson, secrétaire général de l'Organisation.

Avant-hier, à Ottawa, la Douma, Chambre basse du Parlement russe, a signé un « accord-cadre sur une future coopération » avec l'assemblée des parlementaires de l'OTAN. « Le débat sur l'entrée éventuelle de la Russie au sein de l'OTAN [est] maintenant pleinement sur la table », a alors dit Rafael Estrella, président espagnol de l'assemblée, qui a personnellement négocié cet accord « potentiellement historique ».

Le défi immense se trouve compliqué par les principes de l'Organisation. Sa charte exige un contrôle des armées nationales par les Parlements démocratiques, alors que le complexe militaro-industriel russe conserve une très grande autonomie vis-à-vis des pouvoirs civils. Les violations des droits de la personne en Tchétchénie ajoutent aux difficultés.

« La tâche demeure très difficile: cela n'a rien à voir avec l'intégration de pays comme la France ou la Grande-Bretagne — d'ailleurs, la France s'est retirée de l'Organisation tout en partageant ses accords », remarque le directeur Trenin dans un anglais parfait, un tantinet new-yorkais. Jusqu'ici, Moscou demeurait hostile à l'élargissement structurel vers l'Est européen, par exemple à la possible entrée des États baltes au sein de l'Alliance. « La Russie, qui demeure une puissance nucléaire, pourrait donc opter pour une intégration partielle. Entre-temps, il est nécessaire de rapprocher les deux blocs. Mais cette entente ne pourra fonctionner que si la Russie jouit d'un siège à la table des décisions, ce qui me semble juste. »

La collaboration entre l'Est et l'Ouest devrait idéalement transcender les rivalités persistantes entre les deux blocs de la guerre froide, dépasser la recherche de profit à court terme, selon le directeur Trenin. Sur-tout, il demande de ne pas comprendre et analyser le 11 septembre dans une stricte perspective militaire ou antiterroriste. « Il ne s'agit pas maintenant, pour la communauté internationale, de s'engager dans une lutte armée contre les structures terroristes, de bombarder telle ou telle position en Afghanistan, de tuer telle ou telle personne », confiait-il avant la vague de ripostes anglo-américaines du week-end. « Nous faisons face à un nouveau monde. Les attentats nous avertissent de ce qui pourrait se reproduire. Nous ne retournerons pas au 10 septembre dans quelques mois ou quelques années. Malheureusement, je crois aussi que les terroristes n'ont pas frappé pour la dernière fois. Il me semble possible qu'ils agissent de nouveau, avec des conséquences encore plus dévastatrices. »

L'avenir du Moyen-Orient le tracasse particulièrement. La faiblesse des dirigeants de certains pays menace leur stabilité, notamment le Koweït, les petits États du golfe Persique et surtout l'Arabie Saoudite. D'ailleurs, quelques heures après les attentats, des membres de l'oligarchie saoudienne ont vite pris l'avion pour aller se réfugier à Genève, au cas où... « Les dirigeants du Pakistan me semblent réagir adéquatement à la crise, mais la stabilité de ce pays n'en est pas moins menacée. » De même, il croit que dans les trois anciennes républiques de l'URSS au nord de l'Afghanistan, la menace vient plutôt de « l'incapacité des élites à développer des États viables ».

« Les attentats nous font comprendre que, comme les Balkans, la grande région moyen-orientale n'a pas été capable de s'intégrer au système mondial d'une manière satisfaisante », conclut Dimitri Trenin. Et c'est cette incapacité qui fait maintenant problème. Mais comment régler cette immense difficulté? Franchement, c'est une question extrêmement complexe, qui dépasse en tout cas le strict cadre militaire et stratégique. »

Stéphane Baillargeon séjournait à Moscou à l'invitation du Festival international de danse contemporaine de Russie.

La Maison-Blanche n'aime pas voir ben Laden à la télévision

La chaîne al-Jazira défend son indépendance tandis que CNN promet d'être plus prudente à l'avenir

AGENCE FRANCE-PRESSE
LE MONDE

Les récentes apparitions télévisées d'Oussama ben Laden et de ses lieutenants inquiètent les autorités américaines qui, du coup, ont semoncé les chaînes d'information continue du Qatar et des États-Unis qui ont diffusé ces images.

À deux reprises en 48 heures, dimanche et mardi, les chaînes d'information continue américaines (CNN, MSNBC, Fox News) — qui se livrent une autre « guerre », celle de l'audience — ont en effet relayé en direct les images exclusives de ben Laden obtenues par les journalistes de la chaîne d'information arabe al-Jazira, basée au Qatar. Ces images consistaient en des messages vidéo préenregistrés mettant en scène Oussama ben Laden et ses acolytes à proximité de leurs caches en Afghanistan. Dans leurs déclarations, les fondamentalistes se réjouissaient des attentats du 11 septembre aux États-Unis et appelaient les musulmans au jihad (guerre sainte).

La Maison-Blanche est préoccupée par l'effet psychologique de ces déclarations guerrières sur la population américaine. Elle soupçonne aussi ben Laden d'utiliser ces messages non seulement pour enflammer les masses arabes mais également pour envoyer

des signaux codés à ses partisans afin de lancer de nouveaux attentats.

Le secrétaire d'État américain Colin Powell a été le premier à sortir de ses gonds. Mercredi, il a reproché à la chaîne al-Jazira la diffusion d'une rhétorique incendiaire et de déclarations « au vitriol » et « irresponsables ». Puis, il est intervenu à ce sujet auprès des dirigeants qatariotes.

En dépit de ces critiques, la chaîne satellitaire al-Jazira a répondu qu'elle ne modifierait pas sa couverture de l'Afghanistan. « Nous allons procéder comme auparavant », a déclaré son directeur, Mohammad Jassem al-Ali, avant d'ajouter que « jusqu'à présent, al-Jazira s'est comportée d'une manière professionnelle et objective ». Furieux, les journalistes de la chaîne affirment faire pleinement confiance à Tayssir Allouni, leur correspondant dépositaire des messages exclusifs de ben Laden. Ils admirent son courage et baient les soupçons de collusion avec les terroristes qui pèsent sur lui.

Parallèlement, la conseillère de la Maison-Blanche pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, a joint des responsables de principales chaînes américaines pour leur demander d'exercer un « jugement éditorial » préalable sur ces cassettes vidéo avant de les diffuser, a indiqué Ari Fleischer, le porte-parole

de la Maison-Blanche. « Au mieux, ces messages préenregistrés sont de la propagande et, au pire, un moyen [pour ben Laden] d'instruire ses partisans de lancer de nouvelles attaques, a-t-il dit. Les moyens de communication en Afghanistan sont plutôt limités en ce moment. Un moyen de communiquer avec ses partisans serait d'utiliser les médias occidentaux. »

« Mme Rice a souligné qu'elle formulait simplement une requête et que les décisions éditoriales ne pouvaient être prises que par les médias, a-t-il précisé. Elle n'a pas demandé une absence totale de diffusion. Je crois qu'il y a suffisamment d'information pour permettre à tous de juger de la quantité à diffuser. »

Dans la foulée, la chaîne câblée CNN a annoncé sa décision de ne plus diffuser de messages préenregistrés de ben Laden ou de ses lieutenants sans d'abord réaliser un visionnement préalable ni sans en avoir référé aux autorités. Selon un communiqué de la chaîne, « CNN ne diffusera pas en direct de déclarations d'al-Qaïda [l'organisation de ben Laden] et les examinera au préalable avant de décider de ce qu'il faut en faire. [...] La politique de CNN consiste à éviter de diffuser tout message dont nous pensons qu'il pourrait directement faciliter tout acte terroriste. Pour décider de ce qui sera diffusé, CNN examinera les conseils des autorités appropriées. »



Les photographes étaient nombreux, hier, lors de la conférence de presse durant laquelle le FBI a publié la liste des 22 terroristes les plus recherchés avec, en tête de liste, Oussama ben Laden.

Deux postes douaniers fermés en raison d'une fausse alerte à la bombe

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

La patience était de rigueur hier pour qui voulait traverser la frontière américaine puisque les postes douaniers de Saint-Bernard-de-Lacolle et de Saint-Armand-de-Phillipsburg ont été fermés une partie de la journée à la suite d'un appel à la bombe du côté américain. Camionneurs et automobilistes ont dû emprunter d'autres points de passage en attendant les vérifications d'usage. Tout laisse croire qu'il s'agissait d'une alerte non fondée, comme il y en a tant ces jours-ci.

Un appel à la bombe reçu tôt hier matin par A. N. Deringer, une entreprise située du côté américain de la frontière, n'a pas été pris à la légère par les autorités, qui ont immédiatement interrompu la circulation aux deux postes douaniers entre les États-Unis et le Québec afin de procéder à des fouilles d'usage. De plus, pour ajouter à l'inquiétude, un camion abandonné près de Phillipsburg a aussi intrigué les douaniers. Une enquête a toutefois révélé qu'une panne l'avait immobilisé et que les craintes n'étaient pas fondées.

Du côté québécois, les policiers de la SQ ont détourné la circulation de Saint-Bernard-de-Lacolle pour inciter les automobilistes à passer par un autre poste, quatre kilomètres plus loin. L'incident a toutefois provoqué une congestion importante des deux côtés de la frontière. C'est vers 14h, soit six heures plus tard, que le poste de Lacolle a été rouvert aux automobilistes. À Saint-Armand, la circulation a été rétablie à 15h30.

État de veille

Les événements reliés de près ou de très loin aux attentats du 11 septembre se multiplient. Hier, le directeur du SPCUM, Michel Sarrazin, a rencontré la presse pour tenter de rassurer la population, indiquant qu'aucune menace concrète et sérieuse ne plane sur Montréal à l'heure actuelle. Depuis le 11 septembre, 650 informations liées aux actes terroristes aux États-Unis ont été examinées par l'unité spéciale regroupant des enquêteurs du SPCUM, de la GRC, de la SQ et du Service canadien du renseignement de sécurité. Loufoque ou non, toute information est

scrupuleusement vérifiée, assure M. Sarrazin, même celles signalant la présence d'Oussama ben Laden à Montréal.

De façon générale, le nombre d'appels qui parviennent au SPCUM n'a pas augmenté, bien qu'on signale davantage de plaintes portant sur des menaces à caractère haineux. La fréquence des appels à la bombe, entre trois et cinq par jour, n'a pas changé.

« L'inquiétude a monté d'un cran depuis la fin de semaine avec les attaques américaines et d'un autre cran avec les événements d'hier [mardi], a-t-il avoué, faisant référence au branle-bas le combat qu'a suscité la lettre acheminée à Globe International mardi et à l'évacuation d'un immeuble au centre-ville de Montréal. Il estime que les précautions prises étaient justifiées. Les services de police sont en « état de veille », a-t-il répété.

À cet effet, les premières analyses menées à la Direction de la santé publique de Montréal-Centre sur l'envoi suspect provenant d'American Media Inc., de la Floride, n'ont pas permis de détecter de trace de poudre d'anthrax tant sur l'enveloppe que sur son contenu, a confirmé hier Blaise Lefebvre, agent d'information. Des tests supplémentaires doivent être réalisés. Les résultats complets des analyses devraient être connus aujourd'hui.

Aux États-Unis, l'hypothèse selon laquelle les spores d'anthrax responsables de l'infection contractée par les deux employés de la société American Media Inc. à Boca Raton, en Floride, auraient été développées il y a près de 50 ans dans les laboratoires d'une usine de l'Iowa serait envisagée par les enquêteurs. C'est du moins ce qu'a affirmé le réseau CNN, qui a cité des sources proches de l'enquête. Si elle se confirme, cette hypothèse étayerait la thèse d'un acte criminel.

Environ 770 personnes attendent les résultats des tests pratiqués après la mort, la semaine dernière, d'un employé du Sun, Bob Stevens. Des spores d'anthrax ont été découvertes dans les voies nasales d'Ernesto Blanco, un autre employé du journal. Les autorités sanitaires cherchent toujours à savoir si les bactéries sont d'origine naturelle ou fabriquées en éprouvette.

Avec la Presse canadienne
et l'Associated Press

Les installations pétrolières du Golfe sous haute surveillance

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dubaï — La sécurité des installations pétrolières du Golfe et du détroit d'Ormuz a été renforcée avant les frappes contre l'Afghanistan, a-t-on indiqué hier, de source pétrolière, en Arabie Saoudite.

Selon un cadre pétrolier occidental dans le royaume, des unités de l'armée régulière saoudienne se sont déployées aux côtés de la garde nationale pour surveiller les champs pétroliers de l'est du pays, premier exportateur mondial de brut.

Ces champs, réputés les plus riches du monde, étaient surveillés auparavant uniquement par la garde nationale, formée d'éléments d'élite les plus fidèles à la monarchie saoudienne et placée sous les ordres du prince héritier Abdallah ben Abdel Aziz.

Les raffineries et les terminaux pétroliers le long de la côte arabe du Golfe sont également surveillés par des avions-radar américains, qui vérifient que le trafic aérien suit scrupuleusement les corridors indiqués, a-t-on ajouté de même source.

Ces appareils sont particulièrement utiles pour les avions volant à basse altitude qui pourraient échapper aux radars terrestres.

La surveillance maritime des installations pétrolières côtières, notamment les terminaux de chargement, ainsi que du trafic maritime pétrolier a été renforcée, avec la participation des flottes américaines et britanniques déployées dans le Golfe et la mer d'Omman.

En raison de l'étroitesse du Golfe, les pétroliers sont vulnérables à d'éventuelles attaques menées par des embarcations rapides, ou « powerboats », comme pendant la guerre Irak-Iran (1980-88).

Le détroit d'Ormuz, par où transite près du quart de l'approvisionnement mondial de pétrole, est surveillé par les forces omanaises avec un soutien britannique, selon la même source, qui affirme que c'est là un des objectifs des manœuvres Swift Sword II en cours.

Des troupes, des avions de combat et des bâtiments de guerre britanniques participent à ces exercices conjoints avec Oman, qui marquent le plus grand déploiement militaire britannique depuis les années 80.

LA RIPOSTE

Critiquer les Américains est risqué de nos jours

PRESSE CANADIENNE

Vancouver — Un citoyen de la Colombie-Britannique a déposé une plainte formelle pour «crime à caractère haineux» contre une enseignante de Vancouver qui avait dénoncé, dans un discours, l'attitude des Américains dans le monde.

Le résident anonyme allègue que Sunera Thobani, une professeure d'études de la condition féminine à l'université de la Colombie-Britannique, a violé le Code criminel à l'occasion d'un discours prononcé lors d'une conférence de femmes à Ottawa, a indiqué mardi le caporal Michael Labossiere, de l'unité des crimes à caractère haineux de la province.

«Si vous décrivez le dossier factuel de la politique étrangère des États-Unis, vous êtes maintenant accusé de propager la haine», a déclaré Mme Thobani mardi. «C'est vraiment incroyable.»

Mme Thobani avait reçu une ovation le 1^{er} octobre dernier lors de la Conférence sur la résistance des femmes, à Ottawa: elle avait fait valoir que le gouvernement américain — et non les terroristes — représente la force la plus dangereuse dans le monde, «déclenchant partout des niveaux élevés de violence».

«Du Chili au Salvador, du Nicaragua à l'Irak, le chemin de la politique étrangère américaine est couvert de sang», affirmait Mme Thobani, une ancienne présidente du Comité canadien d'action sur le statut de la femme.

Aucune accusation formelle n'a été déposée contre Mme Thobani. M. Labossiere a indiqué qu'il avait transmis la plainte à l'unité des crimes à caractère haineux de la police d'Ottawa-Carleton, où le discours a été prononcé.

Frank Covery, enquêteur de la police d'Ottawa, n'a pas voulu confirmer si la police faisait enquête. Toutefois, il a ajouté que «chaque plainte déposée à la section des crimes à caractère haineux est prise au sérieux et examinée en fonction de sa teneur».

Un Boeing 757 est dérouté et escorté à cause d'un passager inquiétant

AGENCE FRANCE-PRESSE

Shreveport, Louisiane — Un Boeing 757 de la compagnie américaine Delta a été dérouté hier et escorté par deux avions de chasse américains, après qu'un passager a fait passer au pilote un message inquiétant, selon le FBI.

Le vol 357, qui devait assurer la liaison entre Atlanta et Los Angeles avec 148 personnes à bord, parmi lesquelles neuf membres d'équipage, a atterri sans dommage à l'aéroport de Shreveport, en Louisiane. Il a redécollé pour Los Angeles moins de deux heures plus tard.

La Direction générale de l'aviation civile a vite affirmé que ces perturbations étaient sous contrôle. L'avion a fait état de ce problème à 14h43 et il a atterri 26 minutes plus tard.

Edward Stephenson, 36 ans, a été arrêté et inculpé pour avoir perturbé le personnel de bord, a expliqué la porte-parole du FBI, Sheila Thorne. Elle a refusé de donner des précisions sur le contenu du message, mais a affirmé qu'il s'agissait d'une menace claire.

Selon la police, M. Stephenson semblait désorienté lorsqu'il a été sorti de l'avion. Sheila Thorne a annoncé qu'une expertise psychiatrique était prévue.

On ignorait dans l'immédiat d'où les deux chasseurs F-15 avaient décollé.



Des soldats de l'Alliance du Nord, embusqués dans des tranchées, affrontent les talibans près de la ville de Charatoy, dans le nord de l'Afghanistan. REUTERS

Les trois journalistes inculpés d'espionnage

AGENCE FRANCE-PRESSE

Islamabad — Le journaliste français Michel Peyrard et les deux journalistes pakistanais qui l'accompagnaient lors de son arrestation en Afghanistan ont été officiellement inculpés d'espionnage, a annoncé hier l'Afghan Islamic Press, proche des talibans.

Le chef des services de renseignement talibans, le mollah Taj Meer, a déclaré à cette agence privée: «Aujourd'hui, notre service a officiellement inculpé le ressortissant français et ses deux associés pakistanais, Mohammad Irfan et Mukkaram Khan, d'espionnage, et ils seront jugés par une cour spéciale.»

Selon l'agence Afghan Islamic Press, qui avait annoncé mardi matin l'arrestation du journaliste français, celui-ci était travesti en femme au moment de son interpellation.

Les trois journalistes ont été exhibés hier matin dans les rues de Jalalabad en burqah, la robe traditionnelle des femmes afghanes qui les recouvre de la tête aux pieds.

Ils ont subi les jets de pierre de la foule, avait annoncé une source talibane à Jalalabad.

«La foule voulait qu'on leur livre les trois hommes pour les punir», avait ajouté cette source.

Mardi, l'AIP avait fait état de la saisie sur Michel Peyrard d'un téléphone satellitaire ainsi que d'un magnétophone.

Le mollah Meer a déclaré à l'AIP que les trois journalistes étaient porteurs de «matériel d'espionnage» et que les deux Pakistanais avaient déjà été précédemment avertis de ne pas emmener d'étrangers en Afghanistan illégalement.

«Tout journaliste entrant illégalement en Afghanistan sera traité comme un soldat américain», a-t-il ajouté.

«Michel va bien et obtient la nourriture de son choix. Un médecin vérifie leur santé. Michel a demandé à être pardonné, mais nous le jugerons certainement.»

Lundi, les talibans avaient libéré un journaliste britannique, Yvonne Ridley, 43 ans, travaillant pour le Sunday Express et arrêtée dans des conditions similaires le 28 septembre.

Elle n'avait cependant pas été inculpée, même si une enquête avait été menée pour déterminer si elle était journaliste ou espionne.

Elle était également revêtue d'une burqah au moment de son arrestation, près de Jalalabad, et était ac-

compagnée de deux guides dont nul n'a plus jamais reçu de nouvelles.

Appel «solennel» de Paris Match

L'hebdomadaire français Paris Match a lancé hier un appel «solennel» à ceux qui «détiennent» le journaliste Michel Peyrard afin «qu'ils le libèrent».

Le directeur de la rédaction de Paris Match, Alain Genestar, a lancé «solennellement un appel à ceux qui détiennent Michel Peyrard pour qu'ils le libèrent» car «ils prouveront ainsi que le respect de l'information est une valeur partagée par tous».

«Notre journaliste Michel Peyrard a été arrêté en Afghanistan, où il faisait un reportage pour Paris Match, un magazine d'information libre et indépendant», dit également ce message que M. Genestar a enregistré hier à Radio France internationale (RFI).

«Depuis des années, Michel Peyrard couvre les conflits de la planète, en Bosnie, au Kosovo, en Tchétchénie et ailleurs. En France, il est reconnu comme un très grand journaliste, intransigeant sur les valeurs de notre métier», a-t-il précisé.

Ce message devait être diffusé en français sur RFI à partir d'hier à 18h10 (16h10 GMT). En arabe, le message a été diffusé via RMC Moyen-Orient hier soir et le sera ce matin dans tous les journaux d'info. Une version anglaise devait être diffusée aujourd'hui en ondes moyennes, suivant ainsi une version diffusée en persan hier soir (ondes moyennes et ondes courtes dans le monde entier).

Ce message sera aussi diffusé sur Radio Free Europe, Voice Of America et la Deutsche Welle. La BBC va également diffuser le texte, a indiqué Reporters sans frontières (RSF), l'association de défense de la liberté de la presse basée à Paris, à l'initiative de cette action.

Également sollicitée, la chaîne de télévision qatarote al-Jazira n'a pas encore donné son accord, a précisé RSF.

Par ailleurs, a-t-on appris à Paris Match, le directeur adjoint de la rédaction, Olivier Royant, est «en route pour le Pakistan afin de tenter de rencontrer les autorités talibanes», avec notamment un «press-book» de Michel Peyrard, afin de témoigner de son travail de journaliste.

De leur côté, plusieurs syndicats regroupant des agences de presse écrite et audiovisuelle françaises ont apporté leur soutien à Michel Peyrard hier.

De l'aide pour surmonter les événements

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les récents actes terroristes aux États-Unis et l'offensive militaire débutée il y a quelques jours vous bouleversent et vous stressent?

Rien de plus normal. Voilà le message lancé par des spécialistes de la santé mentale, hier, lors d'une conférence de presse en compagnie du ministre fédéral de la Santé, Allan Rock. Ils annonçaient la création du Réseau de soutien en santé mentale, formé de 11 organismes canadiens. Au cours des prochaines semaines, ce réseau tentera de faire connaître les trucs pour mieux passer à travers ces événements qu'ils qualifient de traumatisants.

«Nous savons que l'atmosphère sera tendue, nous savons qu'il y a des risques de nouvelles attaques terroristes, il y a les opérations militaires en Afghanistan, et il y a une augmentation du racisme au Canada. [...] L'atmosphère pourra être et sera tendue», a admis le Dr John Service, directeur de la Société canadienne de psychologie.

Selon les experts de la santé, jeunes et moins jeunes peuvent tous ressentir les effets des événements sur leur moral. «C'est normal de ressentir toute une gamme d'émotions en ces moments extraordinaires et déstabilisants», a fait observer le Dr Henry Haddad, de l'Association médicale canadienne (AMC).

Divers comportements sont suggérés pour venir à bout de ce stress supplémentaire. L'AMC a mis ses ressources à la disposition du grand public sur son site Internet, sous la rubrique du Réseau pour le soutien de la santé mentale (www.cma.ca). Si ce n'est pas suffisant et qu'une personne n'arrive pas à faire ce qui était auparavant sa routine, la consultation de professionnels s'impose.

Selon M. Haddad, des situations rapportées par les travailleurs du milieu de la santé démontrent qu'il ne fait aucun doute que certains Canadiens sont angoissés depuis le 11 septembre. «Ce que nous avons, ce sont des anecdotes. Mais c'est le premier niveau de preuve», a-t-il indiqué.

Hier, le ministre Rock s'est de nouveau fait rassurant quant à la préparation du Canada pour faire face à d'éventuelles attaques bioterroristes. Il a indiqué que son ministère a obtenu et obtiendrait des ressources financières supplémentaires qui permettront l'achat d'antibiotiques et de vaccins. M. Rock ne pouvait préciser si cet argent est compris dans les 250 millions qu'a dégagés le gouvernement.



JEAN NICHOLS

De gauche à droite: Dan Feltham, Garry Nybrow, le lieutenant Kevin Pfeifer, Brian Stapleton, Charlie Puleo et Robert King Jr. Deux des six pompiers, le lieutenant Pfeifer et son collègue Robert King Jr., ont péri le 11 septembre lors de l'effondrement des tours jumelles.

Des héros immortalisés par un Montréalais

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Quand Jean Nichols, pompier à Saint-Laurent et passionné de photo, a sympathisé avec des confrères de Manhattan le 8 septembre dernier, il ne se doutait évidemment pas que plusieurs d'entre eux trouveraient la mort dans l'attentat du World Trade Center, quelques jours plus tard. Sur l'une des photos qu'il a prises à New York, les mines réjouies de six pompiers, posant fièrement devant leur véhicule, témoignent d'une ambiance détendue. Deux d'entre eux ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions sur les lieux du drame.

C'est par hasard que Jean Nichols a croisé des pompiers dans la rue alors qu'il se trouvait à New York pour présenter ses photos à des clients potentiels. Sympathisant avec ses confrères — «C'est une

grosse famille» —, il leur propose de prendre des photos à leur caserne. Enthousiastes, ceux-ci se prêtent de bon gré aux demandes du photographe. «Il s'agit probablement des dernières photos de ces héros vivants», indique M. Nichols.

Trois jours plus tard, le 11 septembre, quand les avions percutent les tours du World Trade Center, il se précipite sur les lieux pour prendre quelques clichés des deux tours qui s'effondrent et du paysage apocalyptique qu'ont provoqué les attentats. Ce n'est que le lendemain qu'il prendra toute la mesure du drame. Plusieurs de ses collègues américains sont disparus, certains avec qui il avait fraternisé quelques jours plus tôt.

De retour à Montréal, il a sélectionné 32 photos qui sont exposées à partir d'aujourd'hui au Musée des pompiers de Montréal, au 5100 du boulevard Saint-Laurent. Les visiteurs seront invités à faire un don pour les familles des défunts.

La justice sociale au cœur de nos débats

Les Soirées Relations

Jeux de hasard

Entre milliards de \$ empochés par l'État et coût humain, un choix de société s'impose

Au printemps dernier, alors que le suicide d'un joueur dans le stationnement du Casino de Montréal soulevait la controverse, à l'Assemblée nationale, sur les responsabilités de l'État dans cette affaire, le Premier ministre Landry s'engageait, au nom du gouvernement, à tenir un vaste débat sur la question. Plus précise, Mme Maltais, ministre déléguée à la Santé, annonçait dans cette foulée qu'elle organiserait un forum sur l'impact social des jeux vidéo et des casinos à l'automne 2001. Du coup elle optait pour une consultation d'experts plutôt que pour un référendum populaire.

Nul n'ignore que cette activité rapporte gros à l'État. Pour la seule année de 2000, le Trésor public a récolté 1,3 milliards de dollars en profits nets. De là à voir, dans l'attitude laxiste du gouvernement, une politique de l'autruche délibérément adoptée pour des motifs budgétaires, il n'y a qu'un pas.

Comment l'État peut-il permettre la diffusion des valeurs «postmodernes» de jouissance immédiate et de liberté sans contrainte, largement renforcées par la publicité, quand il sait que dans une situation où les voies traditionnelles du travail semblent bouchées, le jeu pourrait être perçu, par les couches défavorisées, comme une stratégie alternative d'ascension sociale?

La table ronde propose d'analyser la problématique dans son contexte historique, social et politique.

Amnon J. Suissa, professeur au département de travail social, Université du Québec à Hull

Claude Bilodeau, directeur de la Maison Claude-Bilodeau

Jean-Claude Leclerc, rédacteur de la chronique «Éthique et religions» au quotidien Le Devoir

LUNDI 15 OCTOBRE 2001 DE 19 H À 21 H 30

À LA MAISON BELLARMIN,
25, RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL
(MÉTRO JARRY OU DE CASTELNAU)

Contribution volontaire : 5,00 \$

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI
25, RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL H2P 1S6 RENSEIGNEMENTS : (514) 387-2541



Il était un...
fée
miniman
BOUTIQUE

Enfants Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité à l'étage

1007, RUE LAURIER OUEST,
OUTREMONT
TEL.: 274-2442

ÉDITORIAL

Voix musulmanes

Au quatrième jour des frappes sur l'Afghanistan, les pays arabes ne cachent plus leurs divisions, que deux réunions, celle de la Ligue arabe et celle, plus large, de l'Organisation de la conférence islamiste, ont mises au jour hier. Prévisibles, ces divergences n'en contiennent pas moins un formidable germe d'instabilité que Washington doit éviter d'alimenter.

Sils ne s'entendent pas sur la pertinence des raids sur l'Afghanistan, les pays arabes et musulmans sont en revanche unanimes sur l'embrasement régional que provoquerait une extension des frappes américaines. Ces craintes ont été ravivées lundi lorsque l'ambassadeur américain aux Nations unies, John Negroponte, a estimé, dans une lettre transmise à ses 14 collègues du Conseil de sécurité, que la défense de son pays pourrait requérir «d'autres actions, portant sur d'autres organisations, dans d'autres États». Il est clair que plusieurs conseillers du président Bush ont Saddam Hussein dans leur mire depuis fort longtemps et qu'il ne leur répugnerait pas de terminer le job qu'ils estiment avoir laissé en plan lors de la guerre du Golfe, en 1990. Mais rien ne porte à croire que les faucons ont eu le dessus sur le groupe des modérés, qu'incarne avec brio le secrétaire d'Etat Colin Powell.

En fait, les dirigeants américains n'ont pas besoin des mises en garde du monde arabe pour savoir que l'extension de l'opération «Liberté immuable» risquerait de mettre à feu une région au bord du bouillonnement.

Cependant, et malgré l'impression que peuvent laisser les images télévisées, les protestations anti-américaines n'ont pas gagné considérablement en ampleur depuis le début de la semaine. Les capitales du Pakistan et de l'Indonésie sont dans un état de fébrilité, certes, mais la majorité de la population n'est pas dans les rues. Il faut évidemment ajouter que ces manifestations sont tenues d'une main de fer par les hommes au pouvoir. Au Pakistan, trois manifestants et un adolescent ont trouvé la mort sous les balles des forces de l'ordre.

A court terme, les États-Unis tiennent à ce que les gouvernements qui leur sont alliés contiennent leurs mouvements islamistes radicaux et anti-américains. Mais si la retenue des sympathisants ne tient qu'aux mesures de répression, elle trouvera à s'exprimer autrement, peut-être dans la violence. L'établissement d'un espace public de débat, inexistant dans nombre de pays arabes ou musulmans, devra tôt ou tard figurer à l'ordre du jour.

Ainsi, pour s'allier le Pakistan dont l'appui lui est indispensable dans cette guerre, Washington n'a pas hésité à lever l'embargo économique imposé pour protester contre les essais d'armes nucléaires. Washington a également promis une aide de 100 millions de dollars et accepté de renégocier l'étalement d'une dette qui approche le milliard.

Reste à voir si la démocratisation du régime en place à Islamabad continuera de faire partie des exigences américaines ou si elle sera oubliée en cours de route pour remercier un pays s'étant rangé du bon bord.

En revanche, l'appui de l'Irak ne s'est pas matérialisé, de sorte qu'on pourrait croire que Téhéran ne cherche pas à tirer profit de la guerre au terrorisme pour normaliser ses relations avec Washington. Le pays a durci le ton cette semaine et dénoncé, aux côtés de l'Irak, les frappes contre son voisin. Mais qu'on ne s'y trompe pas. La retenue doit faire preuve le président Mohamed Khatami s'explique par le désir de calmer l'opposition islamiste intérieure. Il reste que les États-Unis ne pourront pas trouver une solution politique en Afghanistan sans l'appui de l'Irak (le pays compte déjà 1,5 million de réfugiés afghans et partage 900 kilomètres de frontière commune avec ce pays), par ailleurs bien engagé dans la normalisation de ses rapports avec l'Occident. Ce rapprochement prend valeur de symbole puisque c'est dans ce même pays que fut lancée la révolution islamiste iranienne, contre le shah et contre les États-Unis, à la fin des années 70.

Plus récemment, il est indéniable que la guerre du Golfe, et plus particulièrement ses conséquences sur les populations civiles irakiennes, ont alimenté le sentiment, au sein des populations arabes et musulmanes, que la superpuissance américaine manipulait les pouvoirs régionaux à sa guise. Cette affirmation mérite certes d'être nuancée mais correspond à une perception réelle que les difficultés à résoudre le conflit israélo-palestinien contribuent à nourrir.

Les représentants des 57 pays arabes et musulmans ont salué hier la récente déclaration de George W. Bush en faveur de la création d'un État palestinien. Ils exhortent Washington à poursuivre dans cette voie, avec des gestes concrets. Car ils savent qu'un début de solution à cet interminable conflit apaiserait leurs populations. Ils ont raison.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Conflit au Moyen-Orient

Le jour même des attentats, je me suis vu projeté tout près de New York. Les six heures qui séparent Montréal de New York avaient considérablement diminué. Notre monde si confortable et douillet s'effondrait. J'imaginai facilement les images censurées que la télévision ne diffusait pas: les corps, les pleurs, les silences devant l'horreur. Puis, au fil des jours, j'ai suivi l'événement que les médias couvraient, et le monde du Moyen-Orient s'est retrouvé aussi proche que celui de New York.

Les renseignements donnés par les journaux européens, les journaux montréalais et les journaux nord-américains, par les spécialistes invités en onde autant que par les sites d'information sur Internet, ont permis une diversité d'analyses et d'opinions. L'accès aux informations dans un laps de temps si court a finalement contribué à tracer un portrait de la réalité. Pourtant, les pièces du puzzle manquent ou demeurent obscures, et cette lacune ne nous éclaire pas sur la raison des conflits qui sévissent au Moyen-Orient depuis le début du siècle dernier. On pourrait peut-être se poser la question.

L'ampleur du conflit m'a fait comprendre les souffrances que vivent les populations du Moyen-Orient. Je me rends compte des ravages que cause l'embargo des États-Unis contre le Liban, soit un taux élevé de mortalité infantile. Je réalise les conséquences de la guerre civile qui sévit depuis 22 ans en Afghanistan; les gens qui ont fui la guerre, en payant de leurs économies, finissent par aboutir dans des camps de réfugiés.

J'admire les gestes d'entraide, où le vendredi 21 septembre, par exemple, les artistes invitaient la population à soutenir les victimes des attentats. Ne pourrait-on pas aussi recueillir des fonds pour les familles qui ont fui la guerre contre l'Afghanistan? Ces gens ne sont-ils pas aussi des victimes du conflit, origine de la cause des attentats?

De plus, puisque le Canada appuie les États-Unis, les conflits du Moyen-Orient deviennent

aussi les nôtres. Il s'agit maintenant, étant donné notre engagement à un tel problème, de poser les vraies questions, celles qui se rapportent non pas à une guerre de religion mais à une guerre de pouvoir. Il s'agit de trouver de vraies réponses et des solutions intelligentes, différentes bien sûr d'un appui à une riposte armée qui ne fera qu'aggraver le conflit et attaquera la population civile. Après tout, à qui profitera cette guerre?

Maria Sheriff
Octobre 2001

Défusion: foutaise

Il est grand temps de dénoncer le comportement opportuniste de certains de nos élus qui appuient à la fois l'idée de défusionner Saint-Lambert et celle de prendre part à l'administration de la nouvelle ville. Il est temps que la raison reprenne le dessus sur l'irresponsabilité, l'hypocrisie et le sophisme des propos de ces candidats pro-défusion assouffis de capital politique.

La défusion repose sur l'hypothétique élection du Parti libéral et sur sa promesse de défusionner. Ne soyons pas dupes, aucun gouvernement responsable ne pourrait se permettre de défaire les nouvelles structures après tant d'argent investi. D'ailleurs, Jean Charest a bien réalisé qu'il s'était mis les pieds dans les plats. En effet, l'accession à la défusion passerait préalablement par un obscur processus de consultation, un référendum... Le Parti libéral a ainsi voulu mettre un obstacle, un frein à une promesse vite lancée. Le gouvernement libéral rappellera bien sûr les coûts et les impacts financiers négatifs d'une telle décision et rejettera finalement la faute à l'ancien gouvernement péquiste. Et l'an pour la promesse de défusion! Cessons de perdre temps et énergie en conjectures et hypothèses, cessons de s'aveugler volontairement devant l'incontournable: Longueuil verra le jour, que Saint-Lambert le veuille ou non.

La promotion de la défusion par les candidats

est à la fois irresponsable, inconstructive et malhonnête. En effet, expliquez-moi comment un politicien qui prône la défusion, qui ne croit pas en la création de la nouvelle ville et qui a tenté de mettre en échec le projet gouvernemental pourra siéger au conseil municipal de la grande ville? De toute façon, les municipalités sont des constructions du pouvoir législatif provincial, les candidats «défusionneux» se trompent d'arène. S'ils désirent tant défusionner leur ville, qu'ils se fassent élire à l'Assemblée nationale et déposent un projet de loi sur la défusion. La fusion est une réalité, on doit vivre avec elle et même en tirer profit. Je m'explique mal qu'un «défusionneux» puisse travailler en toute honnêteté à un projet qu'il exécute. Tenter de se faire élire sous la «bannière défusion» est irresponsable et incohérent. Les citoyens sont plutôt appelés à élire une équipe qui saura imposer une vision intelligente de leur nouvelle ville, à choisir une philosophie de gestion et une conception de ce que sera ce nouveau Longueuil.

Simon Denault
Saint-Lambert, 6 octobre 2001

Monopoly

Avez-vous déjà joué au Monopoly? On y acquiert des propriétés et on gagne ou on perd de l'argent en déplaçant son pion à coup de dés sur une sorte de route parsemée d'embûches et de coups fourrés. Les joueurs, en principe tous égaux, sont ruinés les uns après les autres, et le vainqueur, au détriment de tout le monde, s'enrichit dans une partie aussi impitoyable qu'interminable.

La dernière heure, surtout, est particulièrement pénible, et on a envie de lancer ce qui nous reste d'argent à la tête du nouveau milliardaire en lui disant: «Tiens! Prends donc tout, puisque c'est ça que tu veux!» Puis, on voudrait démolir toutes ses maisons, tous ses hôtels, tous ses gratte-ciels...

Claude Carrier
Sainte-Brigitte-de-Laval, 6 octobre 2001

LIBRE OPINION

Les coopératives d'habitation ou l'ignorance de la Ville

MARC LAMARCHE

Président de la Fédération des coopératives d'habitation de l'île de Montréal (FECHIM)
Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH)

Depuis juillet dernier, la pénurie de logements locatifs sur l'île de Montréal est un constat généralement accepté que plusieurs événements ont contribué à mettre en lumière. Dans le cours de ces événements, les coopératives d'habitation ont été interpellées pour participer à la solution de la crise.

À l'heure actuelle, plusieurs projets de coopératives d'habitation sont en attente d'approbation, d'un immeuble ou les deux à la fois. Ces projets représentent plusieurs unités de logement supplémentaires qui s'ajoutent au parc de logements locatifs de la région. En ce sens, les coopératives d'habitation représentent une solution concrète et durable à la pénurie de logements. Mais est-ce une solution de crise?

L'heure des comptes

Au début de l'été, plusieurs organismes impliqués dans le domaine du logement sonnaient l'alarme devant le manque prévisible de logements locatifs, bien avant que les autorités municipales ne se décident à reconnaître que le problème était réel. À l'heure des comptes, le 1^{er} juillet, plus de 300 ménages montréalais à faible revenu se sont retrouvés sur le pavé et réclamaient, à qui voulait les entendre, des mesures de dépannage.

Des dispositions exceptionnelles prises par le gouvernement du Québec ont permis de résoudre un aspect du problème. La ministre Louise Harel a en effet accordé à ces familles une subvention de supplément au loyer pendant deux ans, leur permettant de combler l'écart entre le prix du loyer et leur capacité de payer. Cette mesure a permis à certains

ménages de trouver un logement convenable malgré les loyers inflationnistes résultant de la pénurie de logements.

À retenir, cependant, que la mesure est temporaire et n'augmente pas le nombre de logements disponibles. Plusieurs dizaines de familles sont encore dans des situations précaires et embarrassantes ou l'incertitude est la seule à avoir trouvé logis.

Un véritable électrochoc

Alors que les médias semblaient perdre de l'intérêt pour le dossier du logement, le squattage de la rue Overdale a eu l'effet d'un véritable électrochoc et constitué un rappel à l'ordre pour les politiciens, les intervenants communautaires et les journalistes. Derrière le sensationnel, c'était pourtant la même crise du logement, révélant cette fois-ci l'urgent besoin de logements sociaux décents et abordables.

L'embarras des autorités municipales était à la hauteur des manigances qui ont marqué la suite des événements et le déplacement des squatteurs. Pressés de restituer l'immeuble vacant de la rue Overdale à son propriétaire, nos représentants municipaux se sont empressés d'offrir aux squatteurs un édifice désaffecté, sur la rue Rachel, appartenant à la Ville: le Centre Préfontaine. Les uns pensaient avoir trouvé un toit, les autres pensaient avoir étouffé un scandale. La transaction nébuleuse a soulevé plus de questions qu'elle n'a offert de réponses. Les dépenses des squatteurs étaient-elles toutes payées? Avaient-ils des privilèges? Qu'en est-il des autres citoyens?

Plutôt que de résoudre le problème à la source, monsieur le maire et son administration se sont appliqués à colmater les brèches. Au lieu de chercher des solutions au manque de logements disponibles et accessibles, on a voulu régler le cas des (aux?) squatteurs. On a tergiversé sur les différents moyens d'effectuer une éviction sans en prononcer le nom.

Dans cette situation, l'appel à disséminer les

squatteurs dans les coopératives d'habitation tenait de la boutade et révélait l'ignorance totale des autorités des mécanismes de sélection et de fonctionnement qui prévalent dans les coopératives. Il nous est apparu comme une tentative de mettre en cause l'autonomie des coopératives, dont la propriété, bien que collective, demeure privée. S'il se voulait un appel à la solidarité, il aurait été de mise qu'il s'étende à l'ensemble des propriétaires.

Aucune solution durable

La principale conclusion qui peut être tirée à ce jour des événements de l'été est qu'aucune solution véritable et durable n'a été apportée à la crise du logement. Car cette solution passe par l'augmentation du parc de logements locatifs disponibles, qu'ils soient d'ordre privé ou social. Et c'est cette absence de solution qui fait croire l'appréhension des organismes concernés face à la prochaine période de renouvellement des baux: juillet 2002.

Au pire de la crise de l'été dernier, la FECHIM avait sollicité les coopératives membres pour loger les familles dans le besoin. Bien que désireuses d'aider des concitoyens, il a fallu se rendre à l'évidence: la pénurie de logements dans le privé se manifeste tout autant dans le secteur coopératif. D'un autre côté, l'attitude des autorités à percevoir les coopératives d'habitation comme une solution à la crise nous a motivés à faire la présente mise au point.

Présentement, l'île de Montréal compte environ 480 coopératives d'habitation avec près de 9000 unités de logement. Les coopératives d'habitation sont des entreprises collectives sans but lucratif qui offrent à leurs membres des logements au prix coûtant, généralement inférieur au prix du marché. Elles sont encadrées par des lois et des règlements internes que les membres s'engagent à respecter.

Ce sont des entreprises autogérées dont la viabilité repose sur la participation de tous et chacun. Parce que leur avenir en dépend, les coopératives sélectionnent leurs membres suivant un processus minutieux. En échange d'un logement, les membres ont la responsabilité d'assurer la gestion de la coopérative et de réaliser les diverses tâches qui en découlent.

Dans une coopérative, les membres partagent des responsabilités équivalentes à celles du propriétaire: établissement des loyers, paiements hypothécaires, entretien du logement, de l'immeuble et du terrain, budgétisation, gestion, etc. La Fédération, en plus de son rôle de représentation politique et de promoteur du logement coopératif, apporte une assistance directe aux coopératives d'habitation en matière de formation sur les divers aspects de la gestion et de la vie en coopérative, des cours basés sur leur réalité quotidienne et, au besoin, adaptés à la situation particulière d'une coopérative.

La participation démocratique aux décisions sur tout ce qui préside au bon fonctionnement de la coopérative est aussi une affaire sérieuse et exigeante. Même quand les plans élaborés par l'assemblée générale des membres et la distribution des tâches semblent corrects, des difficultés de toutes sortes peuvent survenir en cours de réalisation et la participation des membres est alors souvent mise en cause.

Une faculté d'éducation permanente

Bref, une coopérative d'habitation, c'est une faculté d'éducation permanente dans laquelle il n'est pas superflu de rappeler régulièrement la mission sociale et économique du mouvement coopératif, particulièrement le logement coopératif.

Pour s'assurer d'un avenir en tant que projet collectif et offrir à ses membres une qualité de vie, les coopératives cherchent avant tout à recruter des personnes motivées et intéressées à la réalisation de ses objectifs, et non seulement des spécialistes en matière de gestion.

Dans ces conditions, on comprend que le processus de sélection n'est pas tout à fait compatible avec une situation de crise.

IDÉES

Un mois après les attentats

Le sens d'un événement:
une rupture dans l'ordre mondial

La question islamiste est une question propre au monde musulman et non l'expression d'un conflit des civilisations. Cela n'exonère pas pour autant le Nord de ses propres responsabilités.

ZAKI LAÏDI

Chargé de recherche
au Centre d'études et de recherches internationales
(sciences politiques) à Paris

Un mois après les attentats de New York et Washington, la première salve des frappes américaines s'est fait entendre. Avec, pour une fois, un constat relativement partagé: personne ne peut s'étonner qu'un État, et encore moins le plus puissant, ne puisse rester sans réagir à une telle offense. Personne n' imagine aussi que ces frappes puissent être décisives.

Dans le monde d'hier, la guerre violente et cruelle finissait pas clarifier les choses. Dans le monde de l'après-11 septembre, la guerre épaissit les problèmes, même si la riposte paraît somme toute parfaitement légitime.

Sans anticiper sur la suite des événements, dont aucun acteur ne contrôle séparément le déroulement, il est d'ores et déjà possible de tirer deux enseignements de cette crise aux effets en chaîne considérables.

Le premier a trait à la rupture qu'introduit le 11 septembre dans l'ordre mondial. Le second relève du caractère apparemment civilisationnel du conflit entre l'Islam et l'Occident.

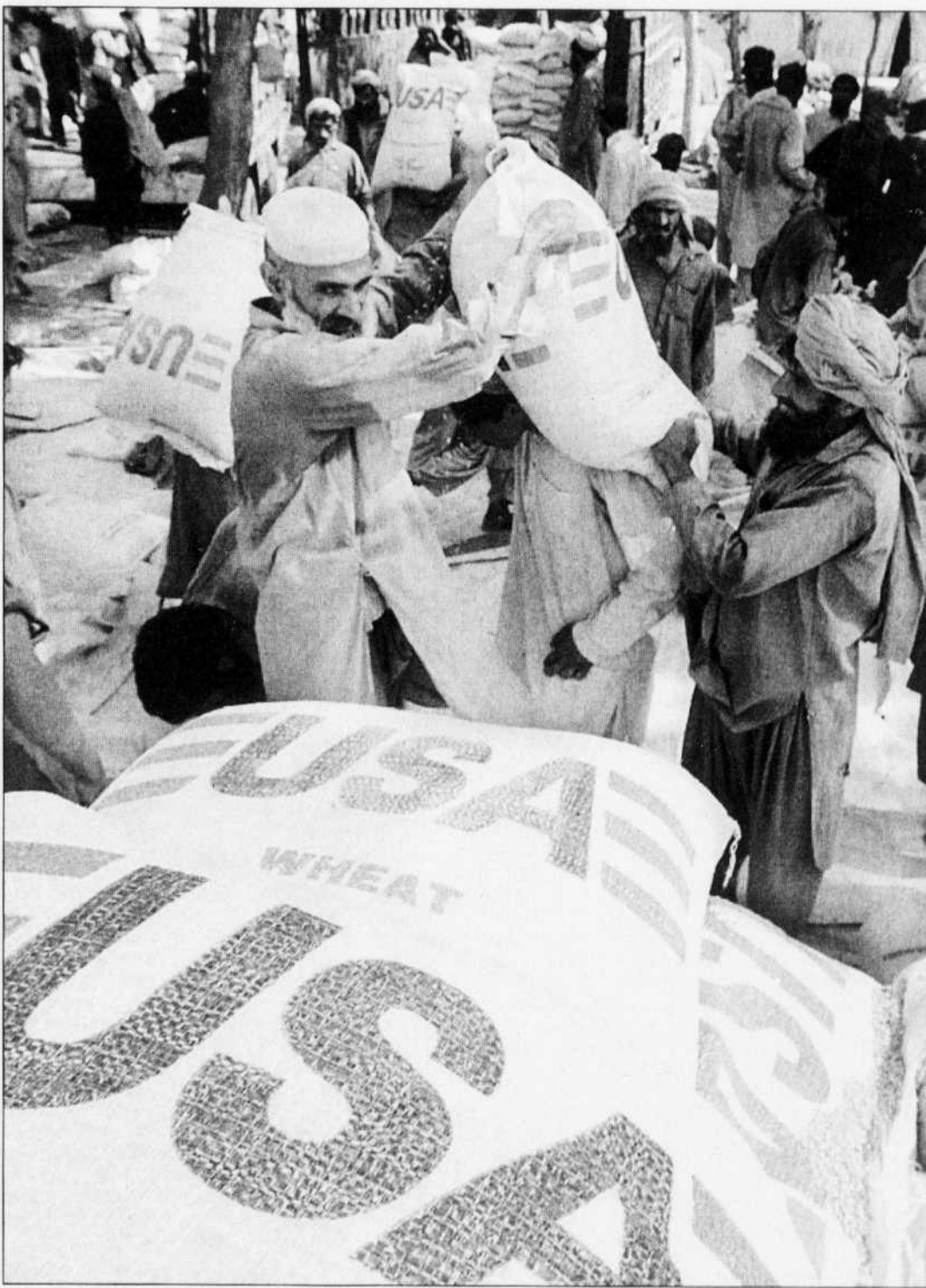
Sur le premier point, un fait s'impose à nous. Le 11 septembre marque la fin de la période de transition mondiale ouverte par la chute du mur de Berlin, en novembre 1989. Certes, depuis la fin de la guerre du Golfe, on a pu mesurer les illusions d'un nouvel ordre mondial bâti sur les ruines de l'effondrement soviétique. Mais l'explosion de la violence non étatique, le 11 septembre, nous a fait changer d'échelle. Désormais, ce n'est plus d'un système international qu'il faut parler mais bien d'un système social mondial où l'armature des États cohabite aux côtés de celle du marché et des acteurs en réseau de la société non étatique. Ces acteurs nourrissent entre eux des rapports de plus en plus nombreux, de plus en plus violents et de plus en plus instables.

L'interdépendance stimule la violence car aucun acteur ne peut pousser la logique de sa propre action jusqu'au bout puisque le coût en serait en définitive trop élevé. Les États-Unis veulent lutter contre les centres nerveux du terrorisme financier islamiste mais omettent scrupuleusement dans leur première liste noire de mettre en cause la moindre fondation saoudienne. Ainsi, l'allié apparemment le plus solide des États-Unis dans le monde arabe — l'Arabie Saoudite — est probablement celui qui est le plus proche du réseau ben Laden. Les dénégations officielles ne changeront rien à cette réalité trop complexe pour être clarifiée du jour au lendemain.

Les acteurs du marché sont probablement prêts à prendre leur part à la lutte antiterroriste mais hésiteront à aller vers une transparence qui les découvrirait trop. Les réseaux terroristes veulent l'Amérique aux géonies mais se serviront sans vergogne de son système financier et de ses libertés pour se renforcer. La tragédie de l'Amérique est de croire que l'équation du monde est soluble dans la « démocratie de marché » au moment où ceux qui la combattent usent à leur avantage des ressources que celle-ci leur ouvre. C'est l'exemple même d'un processus de réappropriation sociale.

Mais dans ce système social mondial où les acteurs s'efforcent à la fois de se cannibaliser tout en coopérant, le « style » des rapports mondiaux sera donc de plus en plus baroque. On aura les États les plus puissants contre les États les plus faibles, des États contre des réseaux, mais aussi des logiques tribales ou classiques, parfaitement en phase avec des logiques financières sophistiquées, des structures lourdes contre des logiques fluides et floues. Un sociologue anglais, Antony Giddens, a eu la terrible naïveté de définir la mondialisation comme le passage de systèmes concrets fondés sur des relations interpersonnelles fortes à des systèmes abstraits où ces dernières disparaîtraient. Or, aujourd'hui, tout va dans le sens contraire. Ce n'est pas du tout « le djihad contre le McWorld » mais bien « le djihad dans le McWorld ». Le défi à comprendre le monde dans lequel nous entrons ne provient pas du fait qu'il est radicalement différent du précédent mais qu'il mêle en permanence des logiques classiques de puissance et de stratégie avec des formes inédites de violence et d'action.

Aujourd'hui, c'est au travers du « terrorisme islamique » que se polarise cette nouvelle dynamique sociale mondiale. Mais il est bien évident qu'il n'est que l'expression avant-gardiste d'autres « dérèglements », que l'on aura d'ailleurs à qualifier comme tels tant ils sont potentiellement nombreux. Les guerres à venir porteront probablement sur la drogue, les migrations clandestines et l'environnement, avec, comme toujours, l'impossibilité de ne pas réagir — y compris par la force — et l'impossibilité de régler ces pro-



PHOTOS REUTERS

En haut, un musulman indonésien participe à une manifestation contre les frappes des États-Unis en Afghanistan. En bas, des hommes déchargent des sacs de blé américain à Peshawar, au Pakistan. Pour de nombreux pays du Tiers-Monde, l'aide humanitaire est nécessaire à la subsistance de la population. Or l'interdépendance stimule la violence car aucun acteur ne peut pousser la logique de sa propre action jusqu'au bout puisque le coût en serait en définitive trop élevé.

blèmes par la seule force. On aura en permanence à penser la réalité d'un monde où le marchand d'esclaves et le trafiquant de drogue sera étroitement lié à celui qui veut fuir la misère en tentant sa chance à l'étranger, quitte à nourrir l'illusion de combattre l'un pour protéger l'autre.

De même que l'attentat contre le World Trade Center préfigurait la catastrophe de 2001, les *pataras* marocaines sur lesquelles la marine espagnole tire à vue préfigurent les guerres migratoires. Ainsi, l'axe de fracture Nord-Sud deviendra de plus en plus la principale ligne de clivage mondial. Mais la difficulté à combler ce fossé vient probablement du fait que plus que jamais les responsabilités de cet écart mondial sont et seront de plus en plus partagées entre un Nord égoïste et des élites du Sud démesurément avides.

Face à cette nouvelle donne, la tentation est naturellement grande d'espérer voir se développer

un cercle vertueux qui conduirait à régler le problème israélo-palestinien pour apaiser les Arabes, à réguler l'économie mondiale pour éviter l'aggravation des déséquilibres, à réhabiliter l'État pour garantir la sécurité. Disons-le tout net: ce cartésianisme d'état-major paraît bien naïf. Les dynamiques sont à la fois autonomes, complexes et enchevêtrées. Ce que l'on parviendra à faire, au mieux, ce sera de s'accorder des répit en construisant des archipels de gouvernance ou, si l'on préfère, des îlots de régulation.

C'est pour cela qu'il faut impérativement encadrer la politique américaine dans un cadre onusien, qu'elle méprisait jusque-là, rechercher une meilleure régulation commerciale et construire l'Europe. L'urgence n'est donc pas à une grande refonte des rapports mondiaux mais à la mise en œuvre de processus partiels d'instabilité contrôlée. Ne nous payons pas de mots. Les premiers tests décisifs de la capaci-

té de la communauté internationale à tirer les enseignements de cette crise sont au nombre de deux.

■ Le premier sera de faire entrer véritablement et durablement les États-Unis dans le jeu multilatéral dont ils mesurent l'importance dans un monde globalisé.

■ Le second concernera la capacité réelle à démanteler les réseaux financiers terroristes.

Sur ces deux plans, rien n'est acquis.

La seconde leçon concerne la nature civilisationnelle du conflit. Sur cette affaire, beaucoup de choses ont été dites sans que l'on soit toujours avancé. Commençons tout d'abord par écarter les interprétations culturalistes agressives ou lénifiantes qui voudraient nous faire croire que l'Islam serait, au fond, bon mais dévoyé ou, à l'inverse, qu'il serait fondamentalement violent. En réalité, nous savons fort bien qu'au même titre que les autres religions, l'Islam peut se prêter à toutes les lectures politiques possibles. De ce point de vue, l'exégèse des textes est intellectuellement stimulante mais politiquement stérilisante. L'Islam est-il pour autant une variable secondaire? Certainement pas. Mais c'est à partir de là que les choses se compliquent. Commençons par un fait incontestable: ce sont les forces les plus radicales, les plus xénophobes, les plus totalitaires qui occupent le devant de la scène, au point où même les régimes les plus fondamentalistes — comme l'Arabie Saoudite — se sentent menacés. Certes, l'exemple de l'Iran montre que ce rapport de force n'est pas immuable. Et que, confrontées aux contraintes du pouvoir d'État, ces forces s'aliènent les soutiens qu'elles avaient au départ. Mais la thèse inverse qui voudrait identifier ces mouvements à un petit noyau d'extrémistes imposant sa loi à une masse paisible relève d'un orientalisme désuet.

En réalité, le radicalisme islamiste s'apparente à un mouvement totalitaire, porteur d'un ordre nouveau fondé sur des valeurs ultraconservatrices mais disposant par là même d'une base sociale aux prises avec un processus culturel social et politique de profond déclassement du monde musulman.

Cette base sociale est d'autant plus forte que l'échec politique des régimes arabo-musulmans est à peu près total et que la plupart des réponses à l'Islamisme d'en bas passent par un mélange de répression et d'islamisation par le haut, et non par la création d'un espace public.

Cette idée de déclassement du monde musulman est centrale. Dans l'imaginaire musulman, le fait d'appartenir à un ensemble civilisationnel puissant qui rivalisa et parfois dépassa l'Occident est essentiel. Si ce fait historique, remontant à plus de dix siècles, n'avait pas existé, l'Islamisme n'aurait probablement pas cette force auratique. Certes, en dix siècles, ce sentiment de déclassement a été sublimé. Et on peut dire que le nationalisme a été la dernière source de sublimation de ce déclassement. Au Maghreb par exemple, le nationalisme s'est beaucoup inspiré du kémalisme, qui avait pourtant aboli le califat. Mais le passé est resté pétrifié et les tentatives critiques d'interprétation ont pour l'essentiel été bloquées. Les islamistes proposent donc un raccourci politique. Ils invitent leurs coreligionnaires à retrouver cette grandeur en revenant à la tradition.

La faillite des États-nations a donc ouvert la voie à cette réactivation de l'imaginaire musulman. Et c'est en cela que la guerre d'Afghanistan fut si importante pour l'Islamisme. D'une part parce qu'elle lui permettait de nourrir l'imaginaire musulman d'une victoire sur l'Occident, représenté par l'Union soviétique. D'autre part parce qu'elle sanctionnait, à travers l'effondrement de l'URSS, une certaine forme moderne d'État-nation. La guerre d'Afghanistan fut, pour le monde musulman, ce que Touschima fut pour le monde asiatique.

Mais cette réactivation de l'imaginaire musulman s'accompagne d'un blocage persistant: celui d'une difficulté à penser la modernité islamique, difficulté systématiquement contournée par la diabolisation de l'autre: l'Occident, Israël ou les deux à la fois. L'absence d'espace public a naturellement accentué cette névrose identitaire. Le fantastique paradoxe vient du fait que le débat sur l'Islam est un débat interdit dans la plupart des pays musulmans, à l'exception peut-être de l'Iran. C'est ce qui explique d'ailleurs pourquoi Londres est devenue la capitale mondiale de l'Islamisme. Du coup, même si le monde musulman est loin d'être le seul espace à surévaluer la responsabilité de l'autre dans sa propre histoire, il continue à être dominé par des forces qui s'acharnent à placer l'Occident au cœur de ses tourments, précisément parce que l'absence d'espace public ne permet ni de les évoquer ni d'en débattre.

C'est là que la blessure palestinienne prend toute son importance. Il est incontestable que l'alignement excessif des États-Unis sur Israël, que Bill Clinton avait d'ailleurs tenté de corriger malgré les pressions féroces du Congrès, cristallise le ressentiment musulman. Mais l'interprétation de l'Islamisme par ce seul facteur n'est pas soutenable. Aucune crise profonde du type de celle que connaissent les sociétés musulmanes ne peut s'expliquer par la non-satisfaction d'une revendication au demeurant légitime. Naturellement, le règlement du problème palestinien peut politiquement se révéler payant pour l'Amérique et soulager les groupes sociaux et politiques qui cherchent localement à sortir de l'impasse. Mais le problème est plus profond. La question islamiste est avant tout une question propre au monde musulman et non l'expression d'un conflit des civilisations. Cela n'est en soi pas plus rassurant et n'exonère pas pour autant le Nord de ses propres responsabilités.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Remy, Josée Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumais (rédactions); Jacques Gauthier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (films), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Québec), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gylaine Côté, Marlene Côté, Martine Fournier, Véronique Géraud, Anouk Hurlbut, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yanick Martel, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable intérimaire), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable de la production des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Laclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR ACTUALITÉS

HONNEUR

SUITE DE LA PAGE 1

«C'est dans mon sang. Mon père s'occupait de certaines élections, et j'adore ça depuis que je suis jeune. Dans le temps de M. Drapeau, j'étais très jeune et je faisais des commissions durant les élections. Quand il y a des élections ailleurs, ça m'intéresse de savoir ce qui se passe. La journée des élections [le 30 novembre 1998], j'ai téléphoné au local de M. Lamoureux pour savoir ce qui se passait, s'ils sortaient leur monde», a-t-il affirmé, répétant n'avoir rien à se reprocher.

Sept motifs sont invoqués par l'avocat de M. Berardinucci, Louis Belleau, pour interjeter appel. M^e Belleau s'interroge notamment sur la décision du juge de première instance de restreindre le contre-interrogatoire de l'un des témoins, en l'occurrence le journaliste Philippe Schnobb. Ce dernier, qui a démontré en février 1999 sur les ondes de Radio-Canada que certaines irrégularités avaient été commises lors du scrutin de 1998, a été interrogé au sujet de ses sources par l'avocat du Directeur général des élections lors du procès. L'avocat de M. Berardinucci n'a toutefois pas pu le contre-interroger.

M^e Belleau remet également en question le choix de ne pas tenir compte de la contradiction entre la preuve technique et un témoignage portant sur l'emploi du temps de M. Berardinucci le jour du vote. De plus, différentes versions d'un même témoignage n'ont pas été considérées dans l'analyse de la crédibilité des témoins concernés, estime M^e Belleau. Dans son jugement, le juge Boisvert explique certaines contradictions par le passage du temps.

Ce dernier élément enflamme Alberto Berardinucci. «Avez-vous regardé les personnes qui disent n'avoir identifié? Il y a deux drogués, et la fille, c'est une danseuse avec des problèmes de drogue. Troisièmement, ils se sont fait payer 1200 \$ par Radio-Canada. C'est bien beau de dire que c'est pour un démenagement, mais c'est quoi, la joke?», lance-t-il.

Les deux parties se présenteront en cour le 7 novembre pour déterminer, entre autres, les dates afin de plaider le dossier.

Entre-temps, le Bloc québécois d'Anjou-Rivières-Prairies dénonce «l'attitude désinvolte» du chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, face à la fraude d'Anjou. En conférence de presse hier, l'exécutif bloquiste local a réclamé que les libéraux paient les frais liés au déclenchement des élections complémentaires dans Anjou à la suite de la démission du député libéral Jean-Sébastien Lamoureux. De plus, le Bloc demande qu'aucun candidat libéral ne se lance dans la bataille. «Ça appelle réparation. Il y a eu des dommages causés, et les libéraux en ont été les bénéficiaires s'ils n'en ont pas été responsables», a déclaré Jacques Dagenais, du Bloc québécois.

Ce dernier ne cache pas que le Bloc ainsi que le PQ d'Anjou espèrent que Pierre Bélanger, défait par M. Lamoureux, se présente de nouveau dans la circonscription.

Rectificatifs

La photographie du biographe de René Lévesque, Pierre Godin, que nous avons fait paraître le mardi 9 octobre en page A7, a été attribuée par erreur à Jacques Nadeau. Elle a été prise par Jacques Grenier. Nos excuses.

Les connaisseurs en matière d'aviation ne s'y sont pas trompés: ce n'était pas un F-14 Tomcat mais bien un appareil F/A 18 qui attendait de décoller d'un porte-avions sur la photo parue à la une du Devoir le mardi 9 octobre. Combien ont réussi ce test involontaire?

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur la Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

La Chine a également mis en garde hier la coalition occidentale contre une extension des hostilités à d'autres pays. Le ministre des Affaires étrangères, Tang Jiaxuan, a transmis cette mise en garde par téléphone à son homologue britannique Jack Straw, en réaction à la lettre envoyée par Washington au Conseil de sécurité de l'ONU, qui expliquait que «d'autres actions portant sur d'autres organisations et États» pourraient être nécessaires.

Dans l'immédiat, les États-Unis n'ont pas l'intention d'attaquer d'autres objectifs que l'Afghanistan et l'organisation al-Qaïda d'Oussama ben Laden, a déclaré hier le secrétaire d'État américain, Colin Powell. «La première phase vise al-Qaïda. Nous verrons ce que nous serons en mesure de conclure des missions de renseignement, des enquêtes policières et financières», a-t-il dit.

Le New York Times écrivait hier que des «terroristes» basés aux Philippines, en Indonésie et en Malaisie, ayant des liens avec al-Qaïda, étaient des cibles potentielles de futures opérations militaires.

Frappes plus violentes

Hier, l'aviation américaine a redoublé d'efforts pour frapper les talibans, et le président George W. Bush a dévoilé les noms de 22 hommes que les États-Unis considèrent comme les terroristes les plus dangereux.

«Aujourd'hui, nous publions leur photo, nous leur arrachons leurs secrets. Le terrorisme a désormais un visage, et aujourd'hui, nous le dévoilons», a déclaré M. Bush lors d'une cérémonie au siège de la police fédérale américaine (FBI). La liste, qui devrait être affichée sous peu sur le site Internet du FBI, comprend Oussama ben Laden, ses deux principaux lieutenants et plusieurs membres de l'organisation al-Qaïda.

Les avions américains ont visé de façon intense la place forte des talibans, Kandahar, où réside le chef de la milice fondamentaliste, le mollah Mohammad Omar, ainsi que des objectifs dans la capitale, Kaboul.

Selon des sources au Pentagone, cette campagne de bombardements devrait être suivie par l'intervention d'hélicoptères de combat qui opère-

SUITE DE LA PAGE 1

Pour l'instant, environ 250 millions de dollars iront, au cours des cinq prochains mois, à l'achat, entre autres, de matériel de haute technologie. Les 30 autres millions annoncés et calculés sur une base annuelle permettront d'embaucher 300 personnes assignées à l'application de mesures de sécurité. Selon une source, les services de douane et d'immigration de même que ceux relevant du Solliciteur général seront les principaux bénéficiaires de cette arrivée de sang neuf. Le ministre Manley, qui préside le comité spécial, n'a pas offert de détails, préférant laisser chaque ministre en faire l'annonce au cours des prochains jours.

Tous les ministères concernés ont toutefois pris des dispositions au lendemain des attentats, et une partie des fonds permettra d'en éponger la facture, fait-on comprendre. Ainsi, au ministère de l'Immigration, on a intensifié le filtrage préliminaire de sécurité des demandeurs d'asile, et on hésite moins à détenir les personnes sur lesquelles pèsent des doutes.

La ronde des annonces commencera aujourd'hui. Le ministre du Revenu, Martin Cauchon, le Solliciteur général, Lawrence MacAulay, et le ministre des Transports, David Collette, dévoile-

SUITE DE LA PAGE 1

d'improvisation. Caméra à l'épaule, *Un crabe...* est tourné en super 16, avec une petite équipe, beaucoup d'éclairages naturels, la jeune boîte de production Quatre par quatre derrière, et peu de sous: 1,7 million. «L'argent a été mis dans le nombre de jours de tournage, 36, ce qui est beaucoup au Québec. Tant de cinéastes manquent de temps. J'ai décidé de le prendre.» Difficile pour Turpin de renier quoi que ce soit dans *Un crabe dans la tête*. Il était à la roue et au moulin, écrivant le scénario, réalisant le film en tenant lui-même la caméra. «Mais quand je ferai des longs métrages à plus gros budget, je finirai par abandonner la partie technique à un autre, conservant le cadrage mais pas les éclairages. Ça réclame trop de temps.»

Il vous dira qu'*Un crabe dans la tête*, c'est un peu le portrait de lui comme de ses copains, mais à une autre époque de sa vie, du temps où il voulait plaire à tout le monde en évitant la moindre confrontation. «Mon personnage est excessif. Parce que j'avais davantage de détachement qu'à travers Zigrail, j'ai pu poser

PRUDENCE

ront à basse altitude contre les talibans et les combattants d'al-Qaïda. Les satellites, les avions espions et les services de renseignement doivent être mis à contribution pour repérer les «cibles mobiles», ont précisé les sources militaires américaines.

Deux membres de la famille du mollah Mohammad Omar figurent parmi plusieurs dirigeants de la milice islamiste au pouvoir à Kaboul ayant trouvé la mort dans les bombardements américains et britanniques de dimanche, a dit un responsable sous couvert d'anonymat, citant les services de renseignement américains.

A Kaboul, de fortes explosions ont été entendues à proximité de zones où se trouvent l'Académie militaire des talibans, des unités de l'artillerie et des camps d'entraînement terroristes présumés. Des avions ont mené une deuxième série de frappes tôt ce matin, tirant sur des cibles proches de l'aéroport, provoquant une riposte des batteries de DCA.

L'agence de presse privée aghane AIP a fait état d'explosions à Kandahar et à Shamshaad, une base militaire talibane située à quelques kilomètres de la frontière pakistanaise. Hier, des bombardements diurnes ont visé, dans les environs de Kandahar, une zone proche de l'aéroport, où se trouveraient les logements construits pour les «légions» d'al-Qaïda ainsi que des systèmes clés de la défense antiaérienne.

Depuis mardi soir, les États-Unis estiment avoir acquis la maîtrise quasi totale de l'espace aérien afghan. Mais hier matin, les talibans ont affirmé que c'était faux, disant que les frappes n'avaient pas eu raison de leur système de défense. Ni d'Oussama ben Laden et du mollah Mohammad Omar, qui seraient sains et saufs.

Le mollah Omar a appelé hier les musulmans du monde entier à aider l'Afghanistan à résister aux attaques américaines, a rapporté la BBC. «Les musulmans doivent se désolidariser des attaques. Chaque musulman animé

d'une foi profonde doit agir résolument contre la puissance égoïste [les États-Unis], a-t-il dit.

D'autre part, des avions de transport et des hélicoptères non identifiés ont été aperçus hier sur deux aéroports pakistanais, relançant les conjectures sur l'utilisation de bases pakistanaises par les États-Unis pour leurs opérations en Afghanistan.

Le Programme alimentaire mondial a annoncé hier son intention d'accroître ses livraisons de vivres par voie terrestre en Afghanistan grâce à des convois partant des pays voisins. «Les convois achemineront au total 3285 tonnes d'aide alimentaire, soit suffisamment pour nourrir près de 700 000 Afghans affamés pendant une semaine», a déclaré le PAM dans un communiqué publié à son siège, à Rome.

Le premier ministre britannique Tony Blair a entamé hier dans le sultanat d'Oman une tournée destinée à rallier des soutiens arabes aux frappes anglo-américaines. Aux côtés du sultan Qabous, il y a réaffirmé que tout pays soutenant le terrorisme pourrait bien être pris pour cible.

La situation reste extrêmement tendue dans nombre de pays musulmans. En Indonésie, où se déroulent des manifestations anti-américaines depuis trois jours, la police a tiré des grenades lacrymogènes sur des étudiants tentant de pénétrer dans l'enceinte du Parlement, à Jakarta.

Au Pakistan, où les partis islamistes protestent contre le projet de loi sur la preuve et sur les secrets officiels ainsi qu'accroître certains pouvoirs d'enquête de la police. Le projet de loi ne sera pas immédiatement débattu puisque le premier ministre Chrétien a déjà annoncé pour lundi la tenue d'un débat exploratoire sur la participation militaire canadienne.

Plusieurs des mesures qui seront annoncées étaient en préparation avant le début des bombardements de dimanche contre l'Afghanistan. Le soutien militaire offert par le Canada accroît cependant les risques de représailles, a convenu M. Manley.

«Nous prenons la question du risque au sérieux. Nous sommes impliqués dans la campagne contre le terrorisme. Les agences et autorités pertinentes prennent donc des précautions supplémentaires pour que nous soyons autant que possible à l'abri d'éventuelles attaques. Comme je l'ai déjà dit, nous ne nous considérons pas comme une cible très symbolique. Néanmoins, nous sommes impliqués, il peut y avoir des gestes, mais les mesures nécessaires sont prises», a-t-il dit.

Le projet de loi ne sera pas immédiatement débattu puisque le premier ministre Chrétien a déjà annoncé pour lundi la tenue d'un débat exploratoire sur la participation militaire canadienne.

Plusieurs des mesures qui seront annoncées étaient en préparation avant le début des bombardements de dimanche contre l'Afghanistan. Le soutien militaire offert par le Canada accroît cependant les risques de représailles, a convenu M. Manley.

«Nous prenons la question du risque au sérieux. Nous sommes impliqués dans la campagne contre le terrorisme. Les agences et autorités pertinentes prennent donc des précautions supplémentaires pour que nous soyons autant que possible à l'abri d'éventuelles attaques. Comme je l'ai déjà dit, nous ne nous considérons pas comme une cible très symbolique. Néanmoins, nous sommes impliqués, il peut y avoir des gestes, mais les mesures nécessaires sont prises», a-t-il dit.

«Nous prenons la question du risque au sérieux. Nous sommes impliqués dans la campagne contre le terrorisme. Les agences et autorités pertinentes prennent donc des précautions supplémentaires pour que nous soyons autant que possible à l'abri d'éventuelles attaques. Comme je l'ai déjà dit, nous ne nous considérons pas comme une cible très symbolique. Néanmoins, nous sommes impliqués, il peut y avoir des gestes, mais les mesures nécessaires sont prises», a-t-il dit.

SÉCURITÉ

ront, ce matin à Dorval et cet après-midi à Toronto, de nouvelles mesures de sécurité pour les ports et les aéroports. On parlera surtout, mais pas exclusivement, de l'introduction de nouvelles techniques de détection d'armes et d'explosifs. Il ne serait pas question d'annoncer la reprise des services de sécurité par la GRC ou l'arrivée d'agents armés sur certains vols.

Vendredi, le ministre Elinor Caplan devrait indiquer comment elle entend utiliser sa part et, en compagnie de M. Cauchon, faire une annonce portant sur la sécurité aux frontières. Le Solliciteur général espère de son côté pouvoir faire connaître, d'ici lundi, ce dont bénéficiera la GRC.

Le ministère des Affaires étrangères recevra une part des fonds pour améliorer la sécurité du système d'attribution de passeports mais les détails seront connus plus tard. Par contre, la Défense n'est pas visée par la décision financière d'hier. «Les dépenses plus larges et à plus long terme seront annoncées plus tard», a indiqué le ministre Manley.

Celui-ci a par ailleurs précisé que le comité de dix membres avait complété la préparation du projet de loi omnibus contre le terrorisme. Il sera déposé lundi, à la reprise des travaux parlementaires, par la ministre de la Justice, Anne McLellan. Selon les premières

indications, le projet de loi criminalisera la cueillette de fonds pour des organisations terroristes et élargira le mandat de l'agence chargée de surveiller les transactions associées au blanchiment d'argent. Il pourrait aussi modifier les lois sur la preuve et sur les secrets officiels ainsi qu'accroître certains pouvoirs d'enquête de la police.

Le projet de loi ne sera pas immédiatement débattu puisque le premier ministre Chrétien a déjà annoncé pour lundi la tenue d'un débat exploratoire sur la participation militaire canadienne.

Plusieurs des mesures qui seront annoncées étaient en préparation avant le début des bombardements de dimanche contre l'Afghanistan. Le soutien militaire offert par le Canada accroît cependant les risques de représailles, a convenu M. Manley.

«Nous prenons la question du risque au sérieux. Nous sommes impliqués dans la campagne contre le terrorisme. Les agences et autorités pertinentes prennent donc des précautions supplémentaires pour que nous soyons autant que possible à l'abri d'éventuelles attaques. Comme je l'ai déjà dit, nous ne nous considérons pas comme une cible très symbolique. Néanmoins, nous sommes impliqués, il peut y avoir des gestes, mais les mesures nécessaires sont prises», a-t-il dit.

CRABE

un regard critique sur lui. Alex est représentatif de plusieurs hommes québécois de ma génération: faible, lâche et caméléon.»

On lui fait remarquer que l'image de l'*Homo québécois* n'est, et ce, depuis plusieurs années, guère flatteuse au cinéma québécois, peuplé de femmes fortes et d'hommes moutonnés jusqu'à plus soif. «Ça correspond sans doute à la réalité de la société québécoise, répond le cinéaste, mais n'oublions pas que j'appartiens par ailleurs à une génération qui a grandi avec le féminisme. A force de vouloir être des hommes roses, on n'a plus eu très envie de jouer avec les clichés féminins à la Barbie. Or les clichés masculins ne sont frappés d'aucun tabou... Cela dit, à l'avenir, j'ai l'intention d'écrire des rôles masculins pour des personnages mieux dans leur peau, plus confiants, plus collés à mon sens des valeurs actuelles, ce que ce que j'ai fait précédemment.»

David La Haye s'est imposé au moment de la quête d'acteurs, même s'il semblait, aux yeux de Turpin, trop vieux pour le rôle. «J'ai vu une trentaine de comédiens, mais David possédait plus de douleur en lui, moins de naïveté que les autres, si bien que son person-

BUDGET

La discipline budgétaire devra être maintenue

SUITE DE LA PAGE 1

Mais aujourd'hui, le gouvernement ne veut prendre aucun risque de voir l'économie du Québec se faire «démolir par la conjoncture». M. Landry a cité la baisse déjà observée des rentrées fiscales depuis le début de l'année mais a aussi mentionné les remboursements fiscaux que réclameront, d'ici la fin de l'exercice, les entreprises non rentables ou moins rentables. Sans la réserve de 950 millions, dont il reste 670 millions, «nous pourrions déjà parler d'un déficit [en] revenus à hauteur de un milliard», a précisé le premier ministre.

L'équilibre budgétaire annoncé au printemps dernier par Mme Marois sera toutefois maintenu. Ni cette année ni l'an prochain le gouvernement renouera-t-il avec les déficits. «Il n'est pas question de tourner le dos à la discipline budgétaire», a soutenu M. Landry.

Un simple énoncé économique livré par Mme Marois n'aurait pas suffi. «Le monde n'est plus le même» depuis le 11 septembre, a confié au Devoir le secrétaire général du conseil exécutif, Jean St-Gelais. Le manque à gagner de un milliard s'explique non seulement par une baisse des revenus en impôts et taxes mais aussi par une contribution moindre des sociétés d'État qui font maintenant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Pour pallier ce ralentissement, le gouvernement devancera les projets déjà prévus au budget, exigera des sociétés d'État comme la Société générale de financement (SGF) et Investissements Québec qu'elles accélèrent leurs investissements et mettra en branle de grands travaux qui ne devaient se réaliser que dans quelques années. En plus du projet de Péribonka et de la centrale au gaz naturel de Melocheville, Hydro-Québec lancera sous peu d'autres projets «qui seront annoncés avec la plus grande intensité possible et en cascade», a dit M. Landry.

En livrant son bilan de l'action gouvernementale, le premier ministre a annoncé que Québec resserrera la gestion des demandes d'immigration, ce qui exclut les demandes d'asile, qui relèvent d'Ottawa. Le gouvernement instaurera un mécanisme de vérification du statut des immigrants afin de déceler toutes les situations d'illégalité, a-t-il révélé.

Pour contrer les attaques bactériologiques, le réseau de la Santé publique dispose d'un plan d'urgence. Avec les autorités fédérales, le Québec voit à se doter de réserves d'antibiotiques et des autres médicaments nécessaires, a signalé M. Landry. «Aucune puissance au monde n'est prête à faire face à ce genre d'attaques inusitées dans l'histoire humaine», a toutefois prévenu le premier ministre. Mais, a-t-il poursuivi, «nous faisons tout pour être pris au dépourvu le moins possible».

De son côté, à son corps défendant, le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, qui réclamait un énoncé économique, s'est montré d'accord avec la présentation d'un nouveau budget. Il a cependant rappelé que Mme Marois soutenait depuis trois semaines qu'il n'y avait pas péril en la demeure. Question de réduire les dépenses de l'État, le chef libéral a réclamé que le gouvernement annule sur-le-champ la campagne de publicité qu'il doit lancer sous peu au coût de cinq millions. Il s'est par ailleurs demandé comment le gouvernement Landry pourra remplir ses promesses faites lors des élections complémentaires — pour un montant de 500 millions, selon ses calculs — sans essuyer un déficit.

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

► **CE MIDI:** Entrée + Tranche de gigot grillée au romarin + dessert • 16\$

► **L'AVANT-SPECTACLE:** Table d'hôtes pour 2 et verres de vin (avant 19 heures) • 50\$

Presentez votre billet de spectacle et recevez un apéritif avec votre table d'hôte!

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • gutenberg@qc.aira.com